

La sinistre alliance de l'Ukraine avec le sionisme

(Lire en Page 24)



LE MAGHREB

Le Quotidien de l'Économie

IL NE PRODUIT PLUS QUE 300 000 TONNES D'ACIER

Le complexe d'El Hadjar dans la tourmente



Le secteur de la métallurgie, dont le complexe sidérurgique d'El Hadjar (Annaba), va connaître le redémarrage incessant de l'un des hauts fourneaux à l'arrêt depuis juin dernier, c'est du moins ce qu'a affirmé, hier, le directeur général du groupe Sider, partenaire du groupe ArcelorMittal, M. Ahmed Belabbès, qui intervenait lors de l'émission l'Invité de la rédaction de la Chaine III de la Radio nationale. L'hôte de la radio a signalé, lors de cette émission, que la production d'acier du complexe sidérurgique d'El Hadjar qui était de 1 million de tonnes au départ a, depuis, chuté à 600.000 tonnes, " jusqu'à se situer, aujourd'hui, à 300.000 tonnes ", contre une demande nationale des seuls ronds à béton et fils pour machines, d'environ 4 millions de tonnes.

Hamadiche Louisa
(Lire en Page 3)

● ACCORDS
CONCLUS ENTRE
LE SECTEUR DE
L'ÉDUCATION
ET LES SYNDICATS

240.000
fonctionnaires
bénéficieront
de promotions
avant fin 2014

(Lire en Page 4)

● MDN

**Crash d'un
Mig 25 au
cours d'un
exercice
à Hassi
Bahbah**

(Lire en Page 5)

● NUCLÉAIRE IRANIE

**L'Arabie
saoudite
prochaine
victime
des USA**

(Lire en Page 19)

● DANS LE CADRE DE L'AMÉLIORATION DES BILLETS DE BANQUE

Retrait de la circulation d'anciens billets au 31 décembre 2014

(Lire en Page 4)

FORMATION DU NOUVEAU GOUVERNEMENT AU YÉMEN

L'Algérie exprime sa "grande satisfaction"

L'Algérie a exprimé, avant-hier, sa "grande satisfaction" de la formation par le président du Yémen, Abd Rabbo Mansour Hadi, d'un nouveau gouvernement regroupant plusieurs partis et personnalités représentant différentes régions du pays ainsi que des acteurs influents de ce pays frère.

L'Algérie "salue la formation de ce gouvernement, un pas franchi dans la bonne direction sur la voie du processus d'édification de l'Etat du Yémen uni", précise un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

"L'Algérie soutient toute initiative de nature à unifier le peuple yéménite frère à travers le dialogue, la concertation et par des voies pacifiques susceptibles d'assurer un passage sûr et salubre vers la stabilité et la prospérité", ajoute la même source.

PARACHÈVEMENT DU PROCESSUS DE DÉCOLONISATION EN AFRIQUE

Lamamra salue la vision du Kenya

L'e ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra a salué avant-hier à Alger la vision du Kenya et sa "position honorable" quant au parachèvement du processus de décolonisation dans le continent africain.

Dans une déclaration à la presse en marge de la signature de deux accords de coopération et de concertation entre les deux pays, M. Lamamra a indiqué que "le Kenya partage la vision de l'Algérie concernant le parachèvement du processus de décolonisation dans le continent africain", ajoutant que "la présence à Nairobi d'une ambassade de la République



arabe sahraoui démocratique (RASD), constitue une position honorable" de la République du Kenya vis-à-vis de la cause sahraoui. M. Lamamra a rappelé, par ailleurs, que le Kenya qui, à l'instar de l'Algérie, avait arraché son indépendance au terme d'une lutte armée de longue haleine, partageait avec l'Algérie plusieurs principes et valeurs soulignant les relations étroites liant les deux pays dans plusieurs domaines.

ALGÉRIE-RUSSIE

Messahel se félicite de la volonté d'approfondir la coopération

que pour hisser cet accord au niveau des potentialités que recèlent les deux pays". L'accord stratégique algéro-russe, rappelle-t-on, a été signé en avril 2001 à Moscou à l'occasion de la visite d'Etat effectuée par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika.

L'Algérie et la Russie "ont réitéré leur volonté d'approfondir et de diversifier leur coopération", a affirmé avant-hier à Moscou le ministre délégué chargé des Affaires maghrébines et africaines, Abdelkader Messahel. Le ministre qui animait une conférence de presse au siège de l'agence RIA Novosti, a indiqué que "les experts des deux pays vont se réunir à Alger, au mois de décembre prochain, pour préparer la tenue de la 7ème session de la Grande commission mixte de coopération". L'objectif, a-t-il ajouté, est de parvenir à "donner plus de vitalité à l'accord stratégique qui unit les deux pays en élargissant leur coopération à des domaines aussi variés que l'énergie, l'habitat, ainsi que la coopération scientifique et technique pour hisser cet accord au niveau des potentialités que recèlent les deux pays". L'accord stratégique algéro-russe, rappelle-t-on, a été signé en avril 2001 à Moscou à l'occasion de la visite d'Etat effectuée par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika.

SUD DU PAYS

Arrestation de 12 contrebandiers dont des étrangers

D'ouze contrebandiers de nationalités algérienne, libyenne et malienne ont été arrêtés récemment par les services de sécurité dans le sud du pays, a indiqué avant-hier le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. "Dans le cadre de la sécurisation des frontières et la lutte contre la contrebande et le crime organisé, un détachement des gardes-frontières relevant du secteur opérationnel de In Amenas/4ème Région militaire, a arrêté le 10 novembre 2014 à 7h00 du matin, suite à une embuscade dressée près de la localité de Tin Khfrane (wilaya d'Ilizi), six (6) personnes dont un (1) algérien et cinq (5) de nationalité libyenne et a saisi un véhicule tout-terrain", précise la même source. "Par ailleurs et au niveau de la 6ème Région militaire, des éléments de la Gendarmerie nationale, suite à une patrouille menée près des frontières à In Guezzam, le 9 novembre 2014 à 13h00, ont saisi deux véhicules tout-terrains, un véhicule touristique et une quantité de denrées alimentaires destinées à la contrebande", ajoute le communiqué. "Le même jour à 16h00, des éléments de la Gendarmerie nationale ont appréhendé, à Timiaouine/secteur opérationnel de Bordj Badji Mokhtar, trois (3) personnes de nationalité malienne", relève le ministère.



MEXIQUE

Des manifestants incendient le siège régional du parti au pouvoir

D'es manifestants ont incendié avant-hier le siège du parti gouvernemental dans l'Etat de Guerrero (sud du Mexique), lors d'une nouvelle manifestation après l'annonce d'un possible massacre de 43 étudiants, rapporte la presse locale. Cet incendie du siège du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) est intervenu durant une manifestation à Chilpancingo, capitale de l'Etat du Guerrero (sud), d'un millier d'enseignants appartenant à l'aile radicale de leur syndicat, armés de pierres, de bâtons et de cocktails molotov. Les policiers repoussaient les manifestants tandis qu'une fumée noire s'échappait du bâtiment blanc de deux étages. Les manifestations de colère se succèdent dans le pays, depuis l'annonce vendredi par le ministre de la Justice que les 43 étudiants, portés disparus depuis le 26 septembre, ont probablement été massacrés par des membres du crime organisé, dont certains sont passés aux aveux.

CISJORDANIE

Une mosquée incendiée par des colons israéliens

D'es colons israéliens ont incendié une mosquée dans la nuit de mardi à mercredi dans le village d'Al Mughayir près de Ramallah en Cisjordanie occupée, ont indiqué des responsables des services de sécurité palestiniens. "Des colons ont incendié tout le premier étage de la mosquée dans ce village situé à proximité de la colonie israélienne de Shilo et d'une route réservée à l'usage des colons", ont ajouté ces responsables en rappelant qu'en 2012 une autre mosquée de ce village avait déjà été incendiée.

POLOGNE

Affrontements entre la police et des manifestants à Varsovie

D'es affrontements ont opposé, avant-hier au centre de Varsovie, des policiers et des éléments de l'extrême droite lors d'une manifestation organisée à l'occasion de la fête de l'indépendance, selon les organisateurs. La police, venue en renfort, a dû recourir aux canons à eau et aux balles en caoutchouc contre un groupe de quelques centaines de nationalistes aux visages cagoulés, qui l'ont attaquée avec des pétards, des pierres et un cocktail Molotov, a indiqué la même source. La police a procédé à l'arrestation de 200 personnes et arrêté la manifestation au niveau du rond-point Washington pour éviter de nouveaux affrontements entre les nationalistes et des hooligans qui se sont mêlés à la foule.

JAPON

Un homme s'immole par le feu à Tokyo

Un homme s'est immolé avant-hier dans la soirée par le feu à Tokyo, laissant des lettres à l'attention du Premier ministre et des parlementaires contre la possibilité pour le Japon de participer à des opérations militaires extérieures afin de défendre un allié, selon les médias. Une caméra vidéo en marche était posée sur un banc à proximité, enregistrant le suicide, et des lettres destinées au chef du gouvernement Shinzo Abe, aux députés et aux sénateurs posées à côté, selon la police. Dans ces courriers, l'homme, qui n'était pas encore identifié mercredi, s'exprime contre un texte sur la défense collective. Le gouvernement japonais a pris début juillet la décision historique d'autoriser les forces armées nippones à participer à des opérations militaires extérieures afin d'aider des alliés engagés dans un conflit, une première depuis l'instauration en 1947 d'une Constitution pacifiste.

SÉCURITÉ SOCIALE

L'expérience suisse convoitée

L'e ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mohamed El Ghazi, a exprimé la volonté de l'Algérie de renforcer sa coopération bilatérale avec la Suisse pour tirer avantage de l'expertise des instituts supérieurs de formation suisses dans le domaine de la sécurité sociale, a indiqué avant-hier un communiqué du ministère. Lors de l'audience qu'il a accordée à la nouvelle ambassadrice suisse en Algérie, Muriel Kohen Berset, M. El Ghazi a exprimé son intérêt quant "à la consolidation de la coopération dans le domaine de la formation, en profitant notamment de l'expertise des instituts supérieurs de formation suisses dans le domaine de la sécurité sociale, en vue d'améliorer les capacités d'encadrement pédagogique de l'Ecole supérieure de la sécurité sociale (ESSS) en Algérie".

EFFONDREMENT D'UNE VIEILLE BÂTISSE À LA CASBAH D'ALGER

SOS ! Alger tombe en ruine

Une vieille bâtisse de la vieille médina d'Alger, la Casbah, s'est effondrée avant-hier, vers 18 heures, sans faire de victimes, a-t-on appris auprès de la protection civile. La bâtisse, une vieille maison d'un étage sise au 19 rue Rachid Kherbache, à la Casbah, s'est effondrée vers 18 heures, a expliqué à l'APS le commandant Achour, cadre au sein de la direction générale de la protection civile. "Les citoyens de ce quartier avaient signalé à nos services que cette bâtisse, après les dernières pluies, menaçaient de s'écrouler à tout moment. Nous avons dépêché sur place une équipe de la protection civile pour sécuriser les lieux. L'effondrement s'est produit en fin d'après-midi, sans faire de victimes", a-t-il précisé, ajoutant que cette maison était "déjà inoccupée". Un cordon de sécurité de la protection civile a été mis en place, ajoute-t-on de même source.

Mardi matin vers 8 heures 30 minutes, un immeuble de trois étages en réfection s'était effondré à la rue Ahmed Bouzrina (ex-rue de la Lyre), faisant un mort et quatre blessés, dont une femme de 58 ans, rappelle-t-on.

IL NE PRODUIT PLUS QUE 300 000 TONNES D'ACIER

Le complexe d'El Hadjar dans la tourmente

Le secteur de la métallurgie, dont le complexe sidérurgique d'El Hadjar (Annaba), va connaître le redémarrage incessant de l'un des hauts fourneaux, à l'arrêt depuis juin dernier, c'est du moins ce qu'a affirmé, hier, le directeur général du groupe Sider, partenaire du groupe ArcelorMittal, M. Ahmed Belabbès qui intervenait lors de l'émission l'Invité de la rédaction de la Chaîne III de la Radio nationale.

L'hôte de la radio a signalé, lors de cette émission, que la production d'acier du complexe sidérurgique d'El Hadjar qui était de 1 million de tonnes au départ, depuis, chuté à 600.000 tonnes, "jusqu'à se situer, aujourd'hui, à 300.000 tonnes", contre une demande nationale des seuls ronds à bétons et fils pour machines, d'environ 4 millions de tonnes. De la révision de l'un des hauts fourneaux de cette usine, il rappelle que celui-ci va commencer à produire "d'ici une semaine" de l'acier à partir duquel seront fabriqués d'autres produits finis. Il précise, ensuite, que la révision, la réfection et la modernisation complète de cet outil n'est, en réalité, prévue que pour octobre 2015 et "qu'en attendant, nous allons tenter de le faire fonctionner du mieux possible". Concernant la maintenance de ce complexe, M. Belabbès admet que c'est l'ensemble de celui-ci qui, "depuis 2007 à 2008", et compte tenu de la situation financière difficile de la société qui en assure la gestion, n'a pas fait l'objet d'un entretien adéquat. Concernant les investissements du repre-

neur de l'usine (arcelormittal), l'invité signale que ceux-ci n'ont été réalisés que durant les premières années du partenariat, mais depuis 2008, assure-t-il, ceux-ci se sont taris "en dehors de quelques investissements destinés à assurer le fonctionnement des équipements. Il annonce, ensuite, que le programme de développement et de modernisation de 1,5 milliard de dollars retenu pour El Hadjar prévoit de faire passer la capacité de production de celui-ci à 2,2 millions de tonnes/an. Commentant le programme d'industrialisation du pays, le directeur général du groupe Sider revient sur le projet de réhabilitation et d'extension des capacités du complexe d'El Hadjar, d'ici 2017, en indiquant qu'une fois opérationnel celui-ci devrait commencer à produire 1 million de tonnes de "produits plats" et 1,2 million de tonnes de produits "ronds". Il annonce, d'autre part, que les capacités de ce dernier devraient être renforcées par la mise en service du complexe sidérurgique de Bellara, dans la wilaya de Jijel, dont le lancement des machines, prévu en 2017, permettra de couler 4 millions de tonnes d'acier.

M. Belabbès indique encore que le plan de développement de la sidérurgie en Algérie englobe également celui de l'exploitation des importants sites miniers d'Ouenza et de Boukhadra en particulier, "afin, poursuit-il, que leur production puisse se faire en conformité avec les besoins d'extension des capacités d'El Hadjar". Pour rappel, en 2001, Arcelor Mittal s'offre 70% du complexe d'El Hadjar au dinar



symbolique contre 30% d'actions pour l'Etat algérien. Les seuls investissements consentis par le sidérurgiste indien l'ont été au début de la gestion. Les plus-values qu'il tirait n'étaient pas réinvesties mais transférées à l'étranger pour consolider ses positions dans d'autres pays où il était présent.

Depuis, le fleuron de l'acier algérien périclité, sa production chute au plus bas, accompagnée de pertes considérables d'argent. Une situation à laquelle vient s'ajouter les conflits sociaux et le syndicat qui réclame le départ de l'étranger. Conséquence : les installations se retrouvent dans un état de vétusté avancé. La réfection et la modernisation totales du haut fourneau du complexe sidérurgique est à l'ordre du jour.

Hamadiche Louisa

TRANSPORT AÉRIEN

Tassili Airlines affiche ses ambitions africaines



La compagnie aérienne nationale Tassili Airlines (TAL) a obtenu son certificat d'adhésion à l'Association des compagnies aériennes africaines (AFRA), lui conférant une dimension africaine. "Nous avons présenté un dossier d'adhésion qui a été accepté par l'AFRA. Il est important que TAL devienne membre de cette association, lui conférant la vocation d'une compagnie afri-

caine", a indiqué à la presse le P-DG de TAL, Faïçal Khelil, en marge d'une cérémonie organisée à cette occasion. Cette démarche "permettra à Tassili Airlines d'établir des relations de partenariat avec des compagnies africaines et de bénéficier du support logistique, de formation et de la notoriété de l'AFRA laquelle est membre d'associations aériennes internationales", a-t-il expliqué. De son côté, le

secrétaire général de l'AFRA, Elijah Chingosho, s'est félicité de l'adhésion de TAL à cette organisation africaine, "ce qui contribue aux efforts consentis pour faciliter l'essor du transport aérien en Afrique et préserver les parts de marchés des compagnies aériennes africaines dans leur continent". Il a aussi invité Tassili Airlines à participer à tous les projets de l'AFRA notamment l'achat groupé du fioul afin de réduire les coûts de ce combustible au profit des compagnies africaines et de faire face à la concurrence au niveau mondial. Filiale à 100% du groupe Sonatrach, TAL est devenue en novembre 2012 membre de l'Organisation arabe des transporteurs aériens (AACO). Elle a renouvelé, récemment et pour la troisième fois, sa certification au label international de qualité IOSA délivré par l'association internationale du transport aérien (IATA). La compagnie fera son entrée, jeudi, sur le réseau du transport régulier international en assurant des dessertes vers Strasbourg et Marseille à partir d'Alger.

Ouzzani S.

LA CONJONCTURE

de Nabil Benbachir

Patriotisme régional

La campagne électorale a été pratiquement invisible, car le climat d'intéressement populaire n'y est pas du tout. Seuls les militants des partis savent que leurs dirigeants vont arriver dans leurs wilayas, ou leurs villes. Les populations apprennent que des chefs de partis sont passés par le biais de la presse. Alors, comment les populations sauront-elles choisir alors qu'elles sont dans l'ignorance même de la venue chez elles des chefs de partis ? Et pourtant, il y a beaucoup de choses à dire et à vouloir écouter. Que pensent nos chefs politiques ainsi que les candidats de la gestion des collectivités locales. Comment y feraient-ils face ? Nos leaders politiques ont beaucoup parlé des relations internationales, de ce que devrait faire nos gouvernants. Restons alors sur la mondialisation.

S'il y a une certitude qu'il y ait des inégalités économiques induites par la mondialisation entre pays, il y a davantage la crainte (certains disent certitude) que celles-ci soient aggravées au sein même d'un pays, le nôtre pour ce qui nous concerne, et plus particulièrement des conséquences de la crise financière dans le monde. Au regard de la lecture de la presse rapportant les discours de campagne, le mode d'emploi de ce qu'il faudrait faire pour mettre à l'abri notre économie de la mondialisation n'a pas fait l'objet de déclaration. Les implications des inégalités en sont assez nombreuses et même graves. Il y a des partis qui veulent nous convaincre que notre pays est menacé de l'extérieur et cette menace serait d'ordre militaire. Et pourtant, il y a plus urgent, il y a des menaces plus certaines que celles qui sont identifiées par les partis, et ces menaces sont intérieures. Les implications en sont nombreuses et déjà visibles. L'emploi serait-il un facteur de rupture de la cohésion sociale ? De l'union nationale ? Du sentiment national au profit du patriotisme régional ? En situation de manque d'emplois et crise de logements, il se désagrége la notion même de solidarité entre régions, et parfois même entre communes. On avait bien vu comment à Annaba et à Ouargla, pour ne citer que ces deux villes, les jeunes chômeurs locaux ont réclaté leur part d'emplois dans les entreprises qui y activent. Pas seulement leur part d'emplois, car ils refusent que leur soient priorisés les habitants d'ailleurs passent en priorité. Pour ce qui concerne les logements sociaux et sociaux participatifs, les demandeurs d'une commune ne veulent même pas que ceux des communes voisines bénéficient de logements implantés sur leur territoire. Déjà qu'avec un baril qui a volé très haut et des réserves en devises qui font de notre pays une puissance financière régionale, les frustrations socioéconomiques des populations se sont traduites par des émeutes sociales, la "haraga", un phénomène qui n'était même imaginable il y a quelques temps, une criminalité élargie, qu'en serait-il si les cours du pétrole et les réserves en devises empruntaient le chemin inverse pour créer une situation durable ? Déjà que les difficultés à répondre positivement et en suffisance à la révolution permanente des demandes d'emplois sont reconnues par tous, encore que la majorité des emplois créés ne sont pas durables et pas rémunérés normalement, l'impossibilité d'améliorer, ou à tout le moins de sauvegarder le niveau du pouvoir d'achat des ménages, est une source d'aggravation des tensions. On imagine assez les dégâts qui seront occasionnés dans la cohésion sociale si la mondialisation se traduit par des niveaux de frustration plus élevés. Cela sera fatalement le cas si le profit est la priorité qui guide les politiques d'implantations des affaires, et se privatisent les secteurs des services dont celui de la santé.

N. B.

DANS LE CADRE DE L'AMÉLIORATION DES BILLETS DE BANQUE

Retrait de la circulation d'anciens billets de banque au 31 décembre 2014

QUATORZIÈME OPÉRATION DE RELOGEMENT À ALGER

C'est au tour des habitants vivant dans le périmètre du barrage de Douera

LA QUATORZIÈME opération de relogement à Alger sera organisée "la semaine prochaine" notamment au profit des familles vivant dans le périmètre du chantier de réalisation du barrage-réservoir de Douera, a annoncé hier le wali Abdelkader Zoukh. "Le recasement de ces familles permettra de commencer à remplir le barrage de Douera, dont les travaux de réalisation sont achevés depuis une année", a précisé M. Zoukh à l'ouverture des travaux d'une session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW). "Le remplissage du barrage et son exploitation nous permettront de disposer d'une ressource pour l'irrigation et pour sécuriser la capitale en matière d'alimentation en eau potable", a-t-il souligné. Le wali n'a pas précisé le nombre de familles concernées par cette opération, qui portera également sur l'évacuation des habitants de certains quartiers au Val d'Hydra pour permettre la reprise des travaux de dédoublement de la voie routière Hydra-El Biar. Lors d'une visite à ce chantier le 12 mars dernier, le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib, et M. Zoukh s'étaient mis d'accord pour reloger les 287 familles dont les maisons sont situées dans la zone inondable: 100 familles seront relogées par la wilaya tandis que le reste sera pris en charge par le ministère. Le barrage de Douera, dont le site chevauche les communes de Douera, Mahelma et Tessala El Merdja, pourra être exploité après la résolution du dossier d'expropriation de propriétaires de terres agricoles et l'évacuation des habitants, qui ont retardé sa mise en exploitation depuis 2011. Le réservoir, d'une superficie de 10 km² (1.000 ha) et construit sur une cuvette haute de 80 m et longue de 820 m, a une capacité de stockage de 87 millions de m³ d'eau, qui seront puisés de l'oued de Hammam Melouane (Blida) et de Mazafarin. Les agriculteurs et amateurs de sports nautiques seront les grands bénéficiaires de la mise en service de ce projet stratégique pour la capitale et qui devrait irriguer à terme quelque 17.200 hectares de terres agricoles des wilaya d'Alger et de Blida. Le barrage, une fois rempli, verra également le lancement des travaux d'aménagement autour de la retenue destinés à créer des zones de loisirs et de détente. La réalisation de piscines flottantes transformera le réservoir en un immense lac au milieu de vastes terres agricoles, près d'Alger. Les activités de loisirs n'ont été intégrées au projet qu'en juillet 2013, sur instruction du Premier ministre Abdelmalek Sellal, en visite d'inspection dans la wilaya d'Alger. Quand le chantier a été ouvert en janvier 2005, le barrage avait trois objectifs : stocker l'eau à des fins d'irrigation, alimenter en eau potable une partie de la wilaya de Blida et réalimenter par infiltrations la nappe phréatique de la Mitidja.

Lila S.

Les anciens billets de 200 dinars seront définitivement retirés de la circulation d'ici le 31 décembre de l'année prochaine. C'est ce qu'a indiqué, hier, la Banque d'Algérie (BA), par le biais d'un communiqué de presse. Ainsi, d'anciens billets de banque, émis durant les années 80, seront retirés de la circulation le 31 décembre 2014, a rappelé la Banque d'Algérie dans ce communiqué. Il s'agit des billets, respectivement, de 200 DA de type 1983, de 100 DA de type 1981 et 1982, de 20 DA de type 1983 et de 10 DA de type 1983, selon la Banque centrale qui explique que ce retrait "entre dans le cadre de l'amélioration et du rajeunissement des billets de banque en circulation". Les détenteurs de ces anciens billets pourront effectuer toutes leurs transactions normales (achats de produits et de services divers...) jusqu'au 31 décembre 2014. Ils pourront aussi les échanger, sans limitation de montant, auprès de toutes les banques jusqu'au 31 décembre 2014. La Banque d'Algérie indique également que le public aura la faculté d'échanger, sans formalité particulière, les billets retirés pendant une période de dix (10) ans à compter du 1er janvier 2015, soit jusqu'au 31 décembre 2024, et ce, exclusivement auprès des guichets de la Banque d'Algérie à travers son réseau d'agences ouvertes dans toutes les wilayas du pays. Par ailleurs, elle rappelle que ces anciens billets avaient été grandement remplacés par la mise en circulation des billets et pièces, notamment par les billets type année 90 de 200 DA et les pièces de 200 DA, 100 DA, 50 DA, 20 DA et 10 DA. Il faut dire que le retrait de ces billets était devenu une nécessité au vu de leur état.



Certains bureaux de postes et agences bancaires ont "réquisitionné" un employé pour qu'il se charge de "scotcher" ces billets de 200 dinars. D'autres, des commerçants par exemple, ne les acceptent plus. Force est de constater aussi que d'autres billets sont dans la même situation à l'image du billet de 500 dinars qui devient, lui aussi, fortement endommagé.

Mohamed Sefsafi

SUITE AUX ACCORDS CONCLUS ENTRE LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION ET LES SYNDICATS

240.000 fonctionnaires bénéficieront de promotions avant fin 2014

240.000 fonctionnaires du secteur de l'éducation nationale bénéficieront d'une promotion, avant la fin de l'année en cours, soit près de 40% de l'ensemble des personnels du secteur, a-t-on appris hier du ministère de l'Éducation nationale. Ces promotions, qui s'effectueront dans le cadre d'inscriptions sur les listes de qualifications ou de concours professionnels ou internes, visent à améliorer les conditions des travailleurs du secteur, tous corps confondus, selon les précisions apportées, lors d'une conférence de presse, par l'inspecteur général du ministère, Mesguem Nedjadi et le directeur des ressources humaines, Abdelhakim Bousahla. Concernant le corps enseignant, 800 enseignants du technique bénéficieront d'une promotion directe au grade d'enseignant du secondaire. Quant aux services économiques qui comptent 14.400 fonctionnaires, près de

6.000 postes budgétaires ont été ouverts dans le cadre de la promotion aux différents grades d'intendants, ont précisé les deux responsables, évaluant l'enveloppe financière consacrée aux promotions à "plusieurs centaines de milliards de centimes". Le ministère de l'Éducation nationale procédera, à la fin de l'année en cours, à la promotion de 118.734 postes dont 17.066 postes, à travers l'inscription par concours internes, prévue le 4 décembre 2014 et 101.668 à travers l'inscription sur la liste de qualifications, outre l'intégration systématique des enseignants des cycles primaire et moyen et leur promotion au grade d'enseignant principal, selon un document distribué à la presse. Tous les bénéficiaires de ces promotions suivront une formation continue conformément au dispositif de formation mis en place par le ministère pour l'année 2014-2015. A une question sur le taux de satisfaction par

le ministère des revendications des syndicats, M. Mesguem a affirmé que "le dialogue est en cours et se tient de façon continue en vue de régler tous les problèmes soulevés", soulignant qu'une autre rencontre était prévue le 15 novembre. A une question sur la surcharge des classes, le responsable a indiqué que ce phénomène était répandu dans les régions urbaines, les villes et les nouvelles villes "où la priorité a été accordée à l'attribution de logements, au détriment de la finalisation des travaux de réalisation d'établissements éducatifs". Le problème de la surcharge touche "près de 2% des classes du cycle primaire, 4% des classes du cycle moyen et 10% des classes du secondaire", insistant sur la nécessité de revoir la liste des projets relative aux établissements éducatifs et de respecter les délais de réception des projets entamés", a-t-il ajouté. Pour rappel, la ministre chargée

du secteur avait fait savoir que près de "35% des enseignants (150 000) des trois cycles bénéficieront de promotions à des grades supérieurs. Le secteur de l'éducation est en passe de concrétiser les accords conclus entre le gouvernement et les syndicats portant intégration et promotion de 150 000 employés (35% de l'ensemble des employés du secteur) conformément à la circulaire interministérielle d'application n°4 datée du 6 juillet 2014", a indiqué Mme Benghebrat dans un entretien accordé à l'APS. Le ministère a fixé la date du 30 novembre comme date butoir de la mise en œuvre des clauses de l'accord à travers la finalisation du traitement de tous les dossiers d'intégration et de promotion, en coordination avec les directions de l'éducation et les services concernés au niveau des wilayas, a-t-elle ajouté.

M. W. B

ULCÈRE DU PIED DIABÉTIQUE

Bientôt le traitement produit en Algérie

Le traitement prescrit pour l'ulcère du pied diabétique, Heberprot-P, sera produit prochainement en Algérie, a annoncé mercredi à Alger, le docteur Abdelkrim Djebbar. Le lancement de la production du traitement Heberprot-P, prescrit pour la cicatrization du pied diabétique ulcéré, devra se faire d'ici six (6) à huit (8) mois, par le laboratoire national Lad Pharma, en collaboration avec un partenaire cubain, a précisé le Dr Djebbar, à la presse en marge d'une rencontre sur le pied diabétique. "Le processus de lancement de la production est lancé et l'usine sera installée à Alger", a ajouté le conférencier, président-directeur général du laboratoire producteur, qui a estimé que le prix du traitement en

question sera "moins cher que celui de l'ampputation". Interpellé sur l'indisponibilité occasionnelle de ce traitement dont l'importation est détenue exclusivement par son laboratoire, le Dr Djebbar s'est défendu d'être à l'origine de cette situation qu'il a imputée aux centres hospitaliers. "On n'est pas responsables de la rupture des stocks. Ces centres n'ont qu'à prendre leurs dispositions en vue de passer commande à temps", a-t-il dit, tout en rappelant que le médicament en question est disponible depuis 2008 en Algérie. Dr Djebbar a également relevé que si ce médicament n'est pas encore remboursable, c'est parce que la prise en charge du malade au niveau des hôpitaux est "gratuite", et cela

"équivalait", selon lui, un remboursement. Le P-DG de Lad Pharma a saisi cette opportunité pour insister sur la nécessaire prévention comme seul moyen d'éviter l'amputation, de même qu'il a plaidé pour l'impératif d'un programme de prise en charge du malade diabétique d'une manière générale, dont le pied constitue l'une des complications. Défendant le droit du malade à l'accessibilité au traitement, le président de la Fédération nationale des associations des diabétiques, Nouredine Boucetta, a plaidé pour la disponibilité de ce traitement au niveau des pharmacies, à charge pour la Sécurité sociale d'en assurer le remboursement.

Hedjers Houria

MDN

Crash d'un Mig 25 au cours d'un exercice à Hassi Bahbah

Un avion de combat de type Mig-25 des forces aériennes algériennes s'est crashé mardi soir à 18 h 30, lors d'un exercice d'entraînement près du Polygone Central de Hassi Bahbah/1er Région Militaire, a indiqué un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). Il était 18h30 quand l'avion s'est écrasé et fort heureusement le pilote a réussi à s'éjecter avant le crash. D'autre part, aucun dégât n'a été enregistré sur les lieux. Par ailleurs, le ministère de la Défense nationale (MDN) indique qu'une commission d'enquête a été désignée pour déterminer les causes et les circonstances de cet accident. Il est utile de rappeler que le 13 octobre dernier, un autre avion bombardier de type Soukhoï des Forces aériennes algériennes s'était écrasé, sur les mêmes

lieux, soit au niveau du Polygone central de l'Air à Hassi Bahbah (1^{re} Région militaire), causant la mort de ses deux membres d'équipage. "L'accident a causé la mort des membres d'équipage de l'avion, en l'occurrence le pilote et l'officier navigateur système", notait alors un communiqué.

"Suite à ce tragique accident, une commission d'enquête a été désignée pour déterminer ses causes et ses circonstances", ajoute la même source.

Auparavant, et plus précisément à la fin du mois d'août dernier un avion relevant de la compagnie aérienne "Ukraine Air Alliance", a perdu le contact avec la tour de contrôle de l'aérodrome de Tamanrasset trois minutes après son décollage à partir dudit aéroport, soit à 1h44 mn GMT (2:44mn heure locale)", avait alors déclaré le ministre des Transports, Amar Ghoul, précisant qu'au moment de la perte de contact, l'avion volait à plus de 300 m de hauteur. L'aéronef de type "Antonov

12" assurait un vol cargo à partir de l'aéroport Prestwick (Glasgow-UK) vers Malabo (Guinée Equatoriale), avec plusieurs escales techniques, respectivement à Santiago (Espagne) et aux aéroports de Ghardaïa et Tamanrasset. Une autre escale technique était également prévue à Bamako (Mali). L'aéronef en question qui transportait des équipements pétroliers de 30 tonnes, s'était ravitaillé en 13 tonnes de carburant à l'aéroport de Tamanrasset.

Les instances judiciaires de la wilaya de Tamanrasset ont ordonné d'engager des investigations préliminaires sur les causes et circonstances du crash qui a fait sept victimes.

Trois corps du personnel de bord sont complètement calcinés, tandis que les restes des corps des quatre autres victimes se sont éparpillés sur le lieu du crash, localisé à une quinzaine de kilomètres au sud-ouest de la ville de Tamanrasset. M. Ghoul avait également indiqué que les opérations de recherche et d'investiga-



tion concernant le crash de l'avion ukrainien se déroulaient sous la supervision des autorités algériennes, conformément aux normes en vigueur de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), selon lesquelles l'enquête menée en de pareils cas doit être supervisée par le pays où le crash a eu lieu.

Pour élucider les circonstances du crash de cet avion, ont été installées une commission d'enquête au niveau du ministère des Transports, présidée par le directeur général de l'Aviation civile au ministère, et une cellule de crise, présidée par le secrétaire général du ministère.

S. B.

RELATIONS ALGÉRO-RUSSES Messahel s'entretient avec Lavrov

LE MINISTRE délégué chargé des Affaires maghrébines et africaines, Abdelkader Messahel, a été reçu, hier à Moscou, par le ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, Sergueï Lavrov. L'entretien a permis aux deux ministres de passer en revue l'état de la coopération bilatérale et les perspectives de son développement ainsi que les prochaines échéances inscrites sur l'agenda des rencontres entre les deux pays.

Une attention particulière a été accordée aux préparatifs de la tenue de la 7^{ème} session de la commission mixte, dans le courant de l'année prochaine et qui doit conférer un nouvel élan à la coopération entre les deux pays afin de la hisser au niveau des potentialités des deux pays et donner ainsi corps à l'accord stratégique qui les unit, indique-t-on de source diplomatique.

Les deux ministres ont également échangé leurs vues sur les questions politiques d'intérêt commun notamment au Maghreb, en relation avec la crise en Libye et les derniers développements de la question du Sahara occidental, au Sahel et sur la menace terroriste et les moyens de la juguler.

M. Messahel avait rencontré auparavant M. Michail Bogdanov, représentant spécial du président Vladimir Poutine pour l'Afrique et le Moyen-Orient. Les deux responsables ont eu des échanges approfondis sur la coopération bilatérale ainsi que sur les questions politiques d'intérêt commun en Afrique et en Méditerranée.

MM. Messahel et Bogdanov se sont félicités de la convergence de vues et d'analyse qui s'est dégagée sur l'ensemble des questions évoquées, indique-t-on de même source.

M. Messahel effectue une visite de travail dans le cadre des consultations politiques régulières entre les deux pays.

Mohamed S.

PROGRAMME AADL 2013

Plus de 19.000 recours enregistrés



La commission de recours du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville a enregistré 19.301 recours, dans le cadre du programme AADL 2013, dont plus de 11.000 ont été traités, a indiqué mardi un communiqué du ministère. Ces recours ont été classés selon 6 catégories

correspondant à la nature des cas pour lesquels les demandeurs de logements ont émis leurs recours. La commission a ainsi traité 1.813 dossiers sur les 2.348 cas relatifs au défaut d'affiliation à la CNAS alors que le reste est en cours d'examen. Sur les 8.353 dossiers de recours liés à la double inscription du conjoint, il a été traité 8.112, le reste étant toujours à l'étude. Les mêmes services ont également traité 450 dossiers parmi les 1.316 pour les cas d'inscriptions multiples dans les wilayas.

En outre, la commission a traité 700 recours sur les 1.229 relatifs aux documents administratifs non conformes. Elle a aussi enregistré 3.417 dossiers de recours concernant le contrôle positif du fichier et 2.638 recours liés à des motifs divers. Par ailleurs, le ministère a indiqué qu'un nombre élevé de dossiers de recours avaient été examinés par la commission mais sans qu'elle n'ait pu adresser les réponses aux souscripteurs concernés en raison d'absence d'adresse précise de ces derniers. La commission des recours a été ins-

tallée par le ministre de l'Habitat, de l'urbanisme et de la ville, Abdelmadjid Tebboune, en décembre 2013 et est présidée par le secrétaire général du ministère. Pour rappel, il y a quelques jours, le chef du département du logement, avait affirmé que "le surplus des logements qui seront réalisés dans le cadre du programme des logements en location-vente +AADL 2+ durant le prochain quinquennat sera affecté au programme +AADL 3+".

Un programme de 230.000 logements inscrits au titre de l'actuel quinquennat, en cours de réalisation, devra porter le nombre de logements en location-vente à plus de 650.000 à l'horizon 2018. M. Tebboune avait, par ailleurs, rassuré les citoyens inscrits dans le programme +AADL2+ quant à leur droit d'avoir un logement réitérant "l'engagement du gouvernement à éradiquer définitivement les constructions anarchiques à l'horizon 2015 et la crise du logement à la fin 2018".

Lila S.

NOUVELLE LOI SANITAIRE

Des propositions formulées lors des assises nationales sur la santé marginalisées

Le président du conseil de déontologie pharmaceutique des wilayas du centre, Dr Lotfi Ben Bahmed a critiqué, hier à Amsterdam, le nouveau projet de la loi sanitaire qui ne renferme pas, selon lui, pas toutes les propositions formulées lors des assises nationales sur la santé.

Certaines recommandations des assises nationales sur la santé, notamment celles émises par l'atelier de médicaments n'ont pas été prises en considération lors de l'élaboration de la nouvelle loi sur la santé, a regretté Dr Ben Bahmed en marge du 17^e colloque européen de la société internationale de pharmacoéco-

nomie qui se tient dans la capitale néerlandaise.

Les acteurs de l'industrie pharmaceutique, producteurs et pharmaciens ont formulé plusieurs propositions retenues au titre des recommandations des assises nationales sur la santé, tenues en juin 2014, a-t-il fait savoir.

Le ministre avait promis de les intégrer dans ce projet, mais les spécialistes sont surpris de les voir "tronquées", a-t-il soutenu. Il s'agit notamment des recommandations inhérentes à "l'erreur professionnelle" et aux textes élaborés durant les années 1990, a précisé Dr Ben Bahmed, déplorant leur suppression du nouveau projet de loi. Ce comportement

renvoie l'Algérie aux années 1950, a-t-il dit. Il a souhaité que le ministère révise le contenu du nouveau projet de loi dans le volet relatif à l'erreur professionnelle, avant sa soumission au gouvernement. Il a, en outre, rappelé que le nouveau projet de loi "réduit les fonctions du conseil d'éthique, ne définit pas clairement les fonctions des corps du secteur et ne tient pas compte de leurs spécificités".

Le pharmacien est réduit dans le nouveau texte à un simple "vendeur de médicaments", a-t-il poursuivi.

Selon lui, le nouveau projet de loi devait adapter le secteur de santé en Algérie avec les muta-

tions du 21^e siècle, conformément aux orientations du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, alors qu'il la replongait, a-t-il dit, dans certaines de ses dispositions d'avant 1985. Les personnes ayant élaboré le texte n'ont pas respecté les recommandations du ministre, a-t-il fait remarquer.

Par ailleurs, le spécialiste a souhaité que le ministère prenne en considération toutes les propositions retenues par les assises nationales sur la santé, organisées en juin 2014 afin que cette loi contribue à la promotion de la santé publique et réponde aux besoins de la société.

Ouzzani S.

TIPASA

Sit-in de bénéficiaires de logements AADL-Cnep 2001

Des bénéficiaires de logements dans le cadre du programme complémentaire location-vente sous la formule AADL-Cnep 2001, ont organisé, avant-hier, un sit-in devant le siège de la wilaya de Tipasa pour protester contre le retard accusé dans l'attribution de ces logements.

Les dizaines de protestataires ont réclamé "une prompte intervention du wali" pour les aider à obtenir les clés de leurs logements répartis à travers les communes de Cherrhell, Koléa, Fouka et Bou-Ismaïl. "Nous avons attendu et patienté depuis 2001. Nous avons fait confiance aux autorités locales, mais ce retard dans l'attribution de nos logements nous a causé d'énormes préjudices", ont-ils déploré. Des représentants des protestataires ont été reçus par le chef de cabinet du wali, Mahfoud Bouzerit, qui

a écouté leurs doléances et revendications et qui s'est engagé à "prendre en charge cette affaire". La question dépend de certaines mesures administratives liées à la publication des décisions d'attribution définitives au niveau du service commercial de la Cnep, a indiqué, à l'APS, M. Bouzerit. Il a ajouté que "le wali est en contact permanent avec les responsables de la Cnep pour l'accélération des démarches", rappelant que "le wali a reçu une délégation de ces citoyens, il y a 20 jours".

Les opérations d'aménagement des cités de Bou Ismaïl (382 unités), de Cherrhell (180 unités) et de Koléa (395 unités) ont été achevées, alors que celles relatives à la nouvelle cité de Fouka (394 logements) ont atteint un taux de 95%, a encore indiqué le responsable. Les bénéficiaires du programmes AADL-Cnep 2001 dans la wilaya de Tipasa sont au nombre



de 1.351 au niveau de ces quatre communes, sur un total de 7.744 logements réalisés à travers le territoire de la wilaya. Les bénéficiaires ont reçu les décisions de pré-affectation en fin avril dernier,

à l'occasion de la visite du ministre de l'Habitat, de l'urbanisme et de la ville, Abdelmadjid Tebboune, dans la wilaya, rappelle-t-on.

Radia K.

LUTTE CONTRE LES STUPÉFIANTS

Trois personnes appréhendées à Alger

Trois personnes impliquées dans le trafic de drogue dans un quartier de la capitale ont été arrêtées par la brigade de lutte contre les stupéfiants, qui a découvert au domicile de l'un d'eux 32 capsules de cocaïne, selon la sûreté de la wilaya d'Alger. Agissant sur information, les agents de cette brigade relevant de la division centre de la Police judiciaire, ont mis sous surveillance puis appréhendé le 28 octobre dernier un individu s'adonnant au trafic de drogues dans son quartier sur les hauteurs d'Alger, précise à l'APS le chef de la cellule communication de la sûreté de wilaya. La perquisition au domicile du prévenu a permis, selon la même source, la saisie de neuf plaquettes de résine de cannabis, 32 capsules de cocaïne, 195.000 DA en espèce, un véhicule, et une balance électronique. Les investigations avec ce trafiquant, repris de justice, ont abouti d'abord à l'arrestation d'un de ses complices puis de celle d'un de ses fournisseurs, également repris de justice, chez qui la brigade de lutte contre les stupéfiants a saisi le 2 novembre dernier un véhicule, une arme blanche et la somme de 380.000 DA, ajoute-t-on. Les trois individus ont été présentés devant la justice le 5 novembre. Le trafiquant et son fournisseur ont été mis sous mandat de dépôt tandis que le complice a été placé sous contrôle judiciaire, explique le chef de la cellule de communication de la sûreté de wilaya d'Alger.

La mobilisation permanente des services de sécurité en matière de lutte contre le trafic de drogue a permis la saisie de plus de 146 tonnes de résine de cannabis durant les neuf premiers mois de l'année, en hausse de plus de 22 tonnes par rapport à la même période de 2013, avait annoncé lundi l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie (ONLDT). "Les quantités saisies nous proviennent du Maroc", a souligné le directeur général par intérim de l'ONLDT, Mohamed Benhalla, faisant remarquer que les quantités qui traversent annuellement les frontières algériennes, en tant que pays de transit vers l'Europe et le Moyen-Orient, "sont de plus en plus importantes".

Ouahab S.

ATTENTAT CONTRE LE GROUPEMENT DE GENDARMERIE DE TAMANRASSET

Trois peines capitales par contumace

Le tribunal criminel près la Cour d'Ouargla a prononcé avant-hier la peine capitale par contumace à l'encontre de trois personnes qui seraient impliquées dans l'attentat perpétré en mars 2012 contre le groupement de gendarmerie nationale de Tamanrasset. Dans la même affaire, un quatrième mis en cause a été condamné à 20 ans de réclusion, par contumace également, tandis que la sentence concernant deux autres personnes a été reportée, ces dernières ayant fait appel près la chambre d'accusation de la Cour. La même juridiction a prononcé, par ailleurs, un non-lieu à l'encontre de trois autres individus. Les personnes condamnées dans cette affaire comparaissaient sous les chefs d'inculpation de constitution de groupe terroriste visant à porter atteinte à la sécurité de l'Etat, homicide volontaire avec préméditation, participation au sabotage et la destruction de biens d'autrui. Selon l'arrêt de renvoi, l'affaire remonte au 3 mars 2012, lorsque le siège du groupement territorial de la gendarmerie nationale à Tamanrasset a été la cible d'un attentat terroriste à la voiture piégée, ayant fait 37 blessés parmi les éléments de la gendarmerie et 16 autres civils, ainsi que des dégâts partiels à l'édifice ciblé et aux habitations avoisinantes. Les investigations des services de sécurité compétents ont donné lieu à l'arrestation d'un mis en cause, propriétaire du véhicule utilisé dans l'attentat et qu'il avait acheté à une vente aux enchères de la Douane à Ghardaia, avant que le véhicule en question ne change de propriétaires à plusieurs reprises, et ne tombe entre les mains des deux individus qui l'ont utilisé dans l'attentat-suicide ciblant le siège de la gendarmerie de Tamanrasset.

Les investigations ont également démontré le lien étroit existant entre les deux kamikazes et les personnes condamnées lors de ce procès, eux-mêmes en rapport avec un des mis en cause, chef du mouvement terroriste qui avait commandité cet attentat.

Benčina S.

AIN TEMOUCHENT

Huit opérations en 2014 pour renforcer le réseau routier de la wilaya

Pas moins de huit opérations visant le renforcement et la modernisation du réseau routier dans la wilaya d'Ain Temouchent ont été lancées cette année par la direction des Travaux publics (DTP), apprend-on avant-hier auprès de la wilaya. Enregistraient un avancement appréciable des travaux, ces actions qui s'insèrent dans le cadre du programme quinquennal 2010/2014, portent, entre autres, sur le projet de dédoublement de la route reliant la zone d'expansion touristique (ZET) de Bouzedjar et la route nationale 2 (Ain Temouchent-Oran) sur un tronçon de 16,870 km, a-t-on indiqué. D'autres opérations concernent la réalisation de nouveaux tronçons routiers, la réhabilitation de routes communales et de wilaya et la réalisation d'échangeurs et d'ouvrages d'art, a-t-on ajouté. Totalisant 38 opérations, le programme quinquennal inscrit à l'intitulé du secteur des travaux publics a réceptionné 14 opérations, sept (7) pour l'exercice 2010 et sept autres pour celui de 2011. Les ouvrages réalisés dans ce cadre sont opérationnels, a-t-on signalé.

Les huit opérations de l'exercice 2012 enregistrent, pour leur part, un taux d'avancement de plus de 90 %. Ces projets concernent, notamment, la

réhabilitation de la RN 96 reliant Ain Temouchent à Sidi Bel-Abbes sur une distance de 28 km, la RN 95 (Hammam Bouhadjar-Sidi Bel Abbes) sur 9 km et la RN 2 (Ain El Kihal-Tlemcen) sur 9 km. Des chemins de wilaya sont également concernés par ce programme, notamment le CW 18 sur 9 km et le CW 72 reliant Ain El Kihal et Aghlal (2 km). L'exercice de 2013, avec huit opérations, porte, quant à lui, sur la réalisation d'échangeurs et de ponts, à l'instar de celui implanté entre le carrefour de la RN 35 et l'entrée sud-est d'Ain Temouchent. La ville d'Ain Temouchent a bénéficié également de travaux de dédoublement sur 1 km de la route située entre la RN 2 et le complexe omnisports Oucief Omar, et sur 3 km pour celle reliant le chef-lieu de wilaya à Châabet El Ham, entre autres.

Parmi les 38 opérations de ce programme quinquennal 2010-2014, certaines ont porté sur la réhabilitation de tronçons routiers détériorés par les intempéries et les inondations qu'a connues, ces dernières années, la wilaya d'Ain Temouchent. Une étude a été lancée, dans ce cadre, pour la protection du port de pêche de Bouzedjar contre les intempéries, a-t-on ajouté.

Hedjari S.

BOUIRA

Une enveloppe de trois milliards de dinars pour l'aménagement des villes

Une enveloppe financière de trois milliards de dinars est consacrée dans la wilaya de Bouira pour l'aménagement de plusieurs villes, a-t-on appris avant-hier auprès de la Direction de l'urbanisme. Ce montant est destiné essentiellement à aménager les chefs lieux de communes de la wilaya, notamment ceux qui connaissent un retard en la matière, à l'image de Bechloul,

Sour El-Ghozlane et Lakhdaria. Il s'agit d'une opération d'embellissement des villes de Bouira qui s'inscrit dans le cadre du programme quinquennal 2010-2014, a-t-on expliqué. Plusieurs cités et quartiers de la ville de Bouira sont aussi concernés par cette importante opération qui a été lancée l'année dernière au niveau de 28 sites urbains pour une enveloppe de 127 millions de dinars, selon la même source.

Dans la ville de Bechloul (est), les travaux d'aménagement qui ont été lancés il y a quelques mois, ont enregistré un taux d'avancement "appréciable", a-t-on souligné. Une autre enveloppe estimée à plus de 50 millions de dinars a été allouée aux travaux d'aménagement du chef-lieu de la commune de Haïzer, à une dizaine de kilomètres à l'est de la ville de Bouira.

Ahmed T.

PRIX DU PÉTROLE

Le pétrole en baisse en Asie

Le pétrole, descendu à un nouveau plus bas à Londres, était en baisse hier matin en Asie dans un marché peu actif avant la publication des réserves de brut aux Etats-Unis.

Le baril de "light sweet crude" (WTI) pour livraison en décembre perdait 46 cents, à 77,48 dollars, tandis que le baril de Brent de la mer du Nord pour même échéance abandonnait 39 cents, à 81,28 dollars.

Les investisseurs espèrent voir confirmé aujourd'hui dans le rapport hebdomadaire du département américain de l'Energie un recul des réserves de pétrole aux Etats-Unis à l'approche de l'hiver.

Toute diminution des stocks de brut tend à être interprétée comme un bon signe pour les perspectives de demande du premier consommateur mondial d'or noir.

Par ailleurs "les cours du dollar continuent à descendre sur fond de craintes pour la demande qui reste modeste et l'absence de



signes d'une volonté de l'Opep de réduire sa production", a noté Desmond Chua, analyste chez CMC Markets à Singapour.

Selon le ministre koweïtien du Pétrole Ali al-Omair, l'Opep ne devrait pas annoncer de baisse de son offre lors de sa prochaine réunion prévue le 27 novembre à Vienne.

Les membres du cartel, qui assurent un tiers de la production mondiale de brut, apparaissent de plus en plus divisés sur les mesures à prendre lors de leur prochaine réunion ministérielle,

malgré la très forte chute des prix du brut depuis cet été.

Ainsi, plusieurs pays membres (comme l'Arabie saoudite, chef de file du cartel) ont suivi le marché, réduisant leur prix de vente à leurs clients, signalant ainsi être plus préoccupés par leurs parts de marché que par le niveau des prix.

D'autres, comme le Venezuela ou l'Équateur, ont au contraire plaidé publiquement pour une réduction de la production afin d'arrêter la chute des prix de l'or noir.

"J'espère que les cours (du pétrole) n'atteindront pas des niveaux préjudiciables à l'économie nationale", a déclaré mardi le ministre du Koweït, pays hyper dépendant de l'extraction pétrolière.

L'Opep devra, lors de sa réunion du 27 novembre, discuter de la question des prix et "prendre les décisions appropriées dans l'intérêt de ses membres", selon lui.

Mardi, les prix du pétrole ont terminé en ordre dispersé, en légère hausse à New York au terme d'une séance sans grand volume en raison d'un jour semi-férié aux Etats-Unis, tandis que le Brent coté à Londres terminait à un nouveau plus bas depuis quatre ans.

Le baril de "light sweet crude" (WTI) pour livraison en

décembre a avancé de 54 cents, à 77,94 dollars, sur le New York Mercantile Exchange (Nymex).

A Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour même échéance a fini à 81,67 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE), en baisse de 67 cents. Il s'agit de son plus bas en clôture depuis la mi-octobre 2010.

"On se prépare à un petit recul des réserves de pétrole aux Etats-Unis alors que les raffineries accélèrent peu à peu la cadence" avant l'hiver, à l'approche de la publication jeudi d'un rapport hebdomadaire sur les stocks pétroliers, a relevé Carl Larry de Frost & Sullivan.

Toute diminution des stocks de brut tend à être interprétée comme un bon signe pour les perspectives de demande du premier consommateur mondial d'or noir.

Les volumes d'échanges sont restés par ailleurs restreints sur le WTI en raison de l'absence d'une partie des opérateurs sur le plancher, qui célébraient mardi le Jour des Anciens Combattants ("Veteran's Day"). La journée était aussi chômée en France et au Canada où l'on commémorait l'Armistice de 1918.

En effet, "personne n'a souhaité être trop exposé dans un sens ou dans un autre en l'absence de nombreux courtiers", a estimé M. Larry.

Selon lui, le léger rebond des prix du WTI en fin de séance montrait par ailleurs qu'"un plancher semble être en vue" pour les cours du brut américain qui ont perdu plus du quart de leur valeur depuis la mi-juin.

Le Brent a de son côté poursuivi sa pente descendante.

Farida B.

AIE

Une croissance toute relative du nucléaire dans le monde

Les capacités de production nucléaire augmenteront significativement dans le monde d'ici à 2040, principalement en Chine, mais la part de l'atome perdra du terrain dans la production totale d'électricité, a indiqué hier l'Agence internationale de l'énergie. Les capacités électronucléaires bondiront de 60%, passant de 392 gigawatts en 2013 à plus de 620 GW en 2040, selon le scénario central de l'étude prospective annuelle du bras énergétique des pays développés.

"Cependant, leur part dans la production globale d'électricité, qui a culminé il y a près de deux décennies, n'augmentera que d'un point de pourcentage à 12%", précise-t-il. Pas moins de 45% de cette croissance proviendront de Chine, tandis que l'Inde, la Corée du Sud et la Russie réunies représenteront 30% de la hausse et les Etats-Unis 16%.

La production atomique devrait rebondir au Japon (sans atteindre les niveaux d'avant la catastrophe de Fukushima), tandis qu'elle se repliera de 10% dans l'Union européenne. Au total, le nombre de pays exploitant des réacteurs passera de 31 à 36.

Dans le même temps, quelque 200 des 434 réacteurs opérationnels à la fin 2013 seront mis à l'arrêt, principalement en Europe, aux Etats-Unis, en Russie et au Japon. "Nous estimons le coût de démantèlement des centrales nucléaires mises à l'arrêt durant cette période à plus de 100 milliards de dollars", indique l'AIE, pointant toutefois "des incertitudes considérables" sur ces coûts en raison du manque d'un retour d'expérience. "Remplacer ce déficit de production représentera un défi parti-



culièrement aigu en Europe", souligne-t-elle. L'agence appelle dès lors les gouvernements à clarifier le plus tôt possible leur stratégie en matière d'extension de la durée de vie des installations.

Cette énergie controversée nécessite aussi d'écouter et de répondre aux préoccupations du grand public, notamment en matière de sûreté, alors qu'elle présente des avantages aux yeux des pays qui la choisissent. Le nucléaire peut contribuer à la fiabilité du système électrique face à la diversification des modes de production, explique l'AIE, et

"pour les pays importateurs d'énergie, il peut réduire leur dépendance aux approvisionnements étrangers et limiter leur exposition aux variations des prix des combustibles sur les marchés internationaux". L'atome est également perçu comme un moyen de développer une énergie décarbonnée à grande échelle, alors que pour le Giec (Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat), les émissions mondiales de gaz à effet de serre doivent être réduites de 40 à 70% entre 2010 et 2050 pour limiter le réchauffement climatique à 2 degrés.

"Il a évité l'émission d'environ 56 gigatonnes de CO2 depuis 1971, soit près de deux ans d'émissions mondiales totales au rythme actuel", évalue l'AIE. "En 2040, les émissions annuelles évitées grâce au nucléaire (par rapport au niveau estimé de ces émissions à cette date) atteindront presque 50% en Corée du Sud, 12% au Japon, 10% aux Etats-Unis, 9% dans l'UE et 8% en Chine", évalue l'AIE.

Siham S.

GAZ À EFFET DE SERRE Chine et USA se fixent de nouveaux objectifs

La Chine et les Etats-Unis, les deux premiers émetteurs de gaz à effet de serre, se sont fixés à Pékin de nouveaux objectifs concernant leurs émissions. Les deux pays sont pressés par l'urgence d'un accord mondial à la conférence sur le climat fin 2015 à Paris.

La Chine, premier émetteur mondial, s'est fixé l'objectif d'un pic de ses émissions de gaz à effet de serre "autour de 2030", avec l'intention "d'essayer d'y arriver plus tôt", a annoncé la Maison-Blanche. De leur côté, les Etats-Unis se sont engagés sur une réduction de 26-28% de leurs émissions d'ici 2025 par rapport à 2005.

C'est la première fois que la Chine s'engage sur un pic de ses émissions, c'est-à-dire sur l'année à partir de laquelle celles-ci cessent d'augmenter et la courbe s'inversera.

Le constat des scientifiques est sans appel: les efforts actuels sont insuffisants pour limiter la hausse de la température mondiale à +2°C, objectif que s'est fixée la communauté internationale pour éviter un emballement catastrophique des dérèglements climatiques.

Or, fin 2015 à Paris, la conférence annuelle sur le climat doit décrocher un accord suffisamment ambitieux pour limiter le réchauffement à 2°C. Et les Etats-Unis et la Chine représentent à eux deux 45% du total des émissions de CO2 de la planète.

L'objectif américain "est à la fois ambitieux et réalisable", a commenté un haut responsable américain sous couvert de l'anonymat. Cet objectif pourrait toutefois se heurter à l'opposition des élus du Congrès.

"Le fait que les Etats-Unis et la Chine, traditionnellement considérés comme les leaders de deux camps opposés (dans les négociations sur le climat), avancent ensemble, va avoir un gros impact", a-t-il ajouté.

Ces annonces ont été réalisées alors que le président américain Barack Obama a été reçu mercredi à Pékin par son homologue chinois Xi Jinping. Les deux dirigeants avaient participé la veille au sommet de coopération économique de l'Asie-Pacifique (Apec).

Dans les négociations sur le climat, la Chine insiste systématiquement pour ne pas être logée à la même enseigne que les pays industrialisés. Pékin met en avant le principe des "responsabilités communes mais différenciées", selon lequel la responsabilité de la lutte contre le réchauffement planétaire incombe principalement aux pays développés.

S.S.

BOURSES

Les places européennes en petite hausse dans un marché peu animé

Les Bourses européennes ont fini mardi en petite hausse dans un marché peu animé en raison d'un jour férié, et en l'absence de tout indicateur économique.

"La séance a été très calme. Il n'y a pas vraiment de justification macroéconomique à cette progression", résume Guillaume Garabédian, conseiller de gestion chez Meeschaert Gestion Privée.

Aucun indicateur économique ne figurait à l'agenda tant aux Etats-Unis qu'en Europe. L'Eurostoxx a pris 0,32%. La Bourse de Paris a terminé en hausse de 0,50%, l'indice CAC 40 prenant 21,28 points à 4 244,10 points, dans un volume d'échanges faible de 2,7 milliards. Parmi les valeurs, Orange a terminé en tête du CAC 40 (+4,17% à 12,99 euros) après le relèvement des perspectives de son concurrent britannique Vodafone. Areva (+3,25% à 11,93 euros) a profité d'un relèvement de recommandation au contraire d'ArcelorMittal (-1,12% à 9,74 euros) qui a souffert d'un abaissement de recommandation. Sanofi a pris 1,13% à 75,16 euros. Recylex s'est envolé (+14,87% à 2,24 euros) pour sa reprise de cotation. Enfin, Club Méditerranée, qui perdait 0,82% à 23,11 euros, a été suspendu dans l'après-midi et va reprendre sa cotation mercredi, alors que l'homme d'affaires italien Andrea Bonomi a surchéri sur l'offre d'achat portée par le conglomérat chinois Fosun, proposant 23 euros par action (contre 22 euros pour son rival).

Londres a terminé en hausse de 0,24%, l'indice FTSE-100 des valeurs vedettes gagnant 16,15 points à 6 627,4 points. La chaîne de supermarchés Sainsbury, qui fait l'objet d'intenses spéculations sur ses résultats, s'est envolée de 5,65% à 269,1 pence, tirant le secteur vers le haut, comme Morrison dont l'action a pris 1,99% à 174 pence. Autre gain notable, Vodafone a bondi de 5,39% à 219,4 pence. Le géant des télécoms a annoncé un profit semestriel en baisse, mais la poursuite de ses investissements et un relèvement de ses prévisions ont convaincu les acheteurs. Cette montée a aussi bénéficié à d'autres acteurs du secteur, comme Dixons Carphone qui a gagné 1,97% à 409 pence. Parmi les baisses, les compagnies minières ont été affectées par la recrudescence des cours des matières premières: Rio Tinto s'est enfoncé de 1,26% à 2



986 pence, Anglo American de 1,36% à 1 342 pence et BHP Billiton de 1,02% à 1 655 pence. Les valeurs pétrolières ont chuté elles aussi, suivant le mouvement descendant des cours de l'or noir. BP a perdu 1,33% à 433,75 pence et Royal Dutch Shell 0,79% à 2 317,5 pence.

La Bourse de Francfort a fini en légère hausse. L'indice Dax s'est apprécié de 0,18% à 9 369,03 points, et le MDax des valeurs moyennes de 0,10% à 16 341,87 points. Henkel a fait un bond de 4,55% à 83,20 euros de l'action après des solides résultats du troisième trimestre. Deutsche Telekom a gagné 2,24% à 12,53 euros sur des informations de presse selon lesquelles le gouvernement songerait à une cession de sa part restante de 32%.

Lufthansa s'est hissé de 1,08% à 13,13 euros après la publication de ses chiffres de trafic d'octobre. BMW, qui a annoncé une hausse de 11% en octobre de ses ventes, a gagné 0,48% à 84,31 euros. Volkswagen, dont les ventes à l'unité ont légèrement décliné sur la même période, s'est replié de 0,26% à 171,60 euros. Son concurrent Daimler a lâché 0,73% à 62,41 euros. A la Bourse suisse, le SMI a pris 0,32% à 8 896,15 points.

Le gestionnaire de fortune Julius Baer a affiché la meilleure performance (+1,40% à 43,45 francs). Adecco, le spécialiste du travail temporaire, a également gagné 1,18% à 64,10 francs tandis que l'agrochimiste Syngenta a progressé de 1,09% à 305 francs. Transocean, l'opérateur de plateformes pétrolières, a reculé de 2,93% à 27,84 francs au lendemain de ses résultats.

Bruxelles a progressé de 0,31% à 3 176,04 points. L'opérateur téléphonique historique Belgacom a dominé la séance, avec un gain de 1,63% à 30,21 euros, suivi par la poste bpost (+1,21% à 20,95 euros).

Ce sont les valeurs de l'assurance qui ont le plus perdu de

terrain: Ageas a cédé 0,83% à 27,39 euros, et Delta Lloyd 0,79% à 18,76 euros. Le banquier KBC a cependant échappé à la tendance en gagnant 0,28% à 41,22 euros. L'indice AEX de la Bourse d'Amsterdam a clôturé en hausse de 0,05% à 415,18 points. A la baisse, le groupe de prospection géologique Fugro a perdu 9,48% à 19,01 euros tandis qu'à la hausse, l'opérateur de télécommunications KPN a gagné 1,84% à 2,60 euros. La Bourse de Milan a terminé quasi inchangée (-0,02%) à 19 256 points.

Fiat Chrysler Automobiles, dont le patron Sergio Marchionne a confirmé l'entrée en bourse de Ferrari en 2015, a gagné 2,98% à 9,15 euros.

La banque BMPS a pour sa part été portée par des rumeurs de rachat par sa concurrente française BNP Paribas. Le titre a progressé de 1,95% à 0,679 euros. Intesa Sanpaolo et UniCredit, qui ont toutes deux présenté des bénéfices supérieurs aux attentes, ont connu des fortunes diverses: la première a cédé 0,18% à 2,24 euros, tandis que la seconde a reculé plus franchement de 3,31% à 5,41 euros. Madrid a fini dans le vert, prenant 0,68% à 10 338,8 points, tiré par les valeurs bancaires et Telefonica. Le géant des télécommunications Telefonica, qui a vendu la moitié de ses parts au sein de l'opérateur télécom China Unicom, a gagné 1,50% à 12,18 euros. Parmi les banques, BBVA a gagné 0,71% à 8,70 euros, Bankia 1,58% à 1,35 euros, Caixabank 0,92% à 4,15 euros et Banco Santander 0,89% à 6,80 euros. A Lisbonne, l'indice PSI-20 a clôturé presque inchangé, cédant 0,06% à 5 238,65 points. La place portugaise a notamment été pénalisée par le groupe énergétique Galp (-1,56% à 11,34 euros), mais son recul a été freiné par la hausse de Portugal Telecom (+4,78% à 1,42 euro).

Ilyas A.

Wall Street finit sur de nouveaux records

Les courtiers de Wall Street, à l'issue d'une séance sans grand élan en ce jour semi férié aux Etats-Unis, sont parvenus mardi à faire grimper de justesse le Dow Jones et le S&P 500 à un nouveau record pour la cinquième séance de suite.

Selon des résultats définitifs, le Dow Jones a grappillé 1,16 point à 17 614,90 points et l'indice élargi S&P 500 est monté de 0,07% ou 1,42 point à 2 039,68 points, des niveaux inédits en clôture.

Le Nasdaq, à dominante technologique, a progressé de 0,19% ou 8,94 points, à 4 660,56 points.

A l'occasion du "Veteran's Day", hommage aux anciens combattants américains, les banques ainsi que le marché obligataire étaient fermés mardi. Le calendrier économique était également particulièrement léger.

Aussi, en l'absence de nombreux acteurs du marché et donc avec un volume d'échanges très faible, les indices ont évolué près de l'équilibre pendant toute la journée.

"Le fait qu'on soit parvenu à rester quasiment au même niveau alors même qu'aucune raison particulière n'incitait les investisseurs à rester sur le marché et que les indices sont un peu surévalués en ce moment, est en soi une nouvelle positive", a commenté Michael James de Wedbush Securities. "C'est peut-être lié au fait que les gérants de portefeuilles qui n'ont pas pris le train en route quand les indices ont reculé de près de 10% en octobre se sentent un peu obligés d'investir sur le marché des actions à l'approche de la fin de l'année", a-t-il avancé.

Les opérateurs étaient aussi sur la réserve en attendant la publication en fin de semaine de chiffres clés sur la vigueur de la consommation des ménages américains, l'un des grands moteurs de l'activité de la première économie mondiale. Les ventes au détail pour octobre, vendredi, seront surtout en ligne de mire.

Alors que la saison des résultats touche à sa fin, les investisseurs regarderont aussi jeudi les comptes trimestriels de Wal-Mart (-0,54% à 79,01 dollars), le premier distributeur mondial, et mercredi ceux des grands magasins Macy's (-1,13% à 58,59 dollars).

Parmi les valeurs du jour, le géant chinois de la distribution en ligne Alibaba a pâti de quelques prises de bénéfices après un jour record pour ses ventes, observé au cours des soldes monstres du "jour des célibataires" en Chine (-3,87% à 114,54 dollars).

Le concurrent américain Amazon a avancé lui de 2,26% à 312,01 dollars. L'entreprise a annoncé qu'elle prévoyait des pilotes pour sept potentielles nouvelles séries originales l'année prochaine.

Le groupe internet Google, qui a signé un contrat pour gérer pendant 60 ans un aéroport de l'agence spatiale américaine (NASA) à proximité de son siège en Californie, a pris 0,55% à 561,29 dollars.

Dopé par la hausse de sa recommandation par les analystes de Jefferies, l'éditeur de jeux sur internet Zynga est monté de 10,89% à 2,75 dollars.

Le groupe informatique Microsoft, qui a présenté lundi les premiers téléphones multifonctions vendus sous sa marque, a cédé 0,04% à 48,87 dollars.

L'équipementier télécom Juniper Networks a glissé lui de 5,67% à 20,28 dollars après l'annonce du départ de son patron, Shaygan Kheradpir, en désaccord avec le conseil d'administration du groupe.

Le constructeur automobile Ford Motor, qui a indiqué que son premier pickup F-150 de nouvelle génération sera commercialisé dès décembre aux Etats-Unis, est monté de 2,64% à 14,37 dollars.

L'action du groupe de santé animale Zoetis, ex-filiale de Pfizer, a elle bondi de 8,86% à 43,72 dollars après l'entrée dans son capital du milliardaire et investisseur activiste américain Bill Ackman, l'une des voix les plus influentes de Wall Street.

I.A.

Cotation hebdomadaire des billets de banque du 12 Novembre 2014

BILLETS DE BANQUE	ACHAT	VENTE
US DOLLARS 1 USD	84.2142	84.2292
EURO 1 EUR	105.0151	105.0507
POUND STERLING 1 GBP	134.1418	134.2084
JAPAN YEN 100 JPY	72.9822	73.0205
SWISS FRANC 100 CHF	8.729.5740	8.733.8449
CANADIAN DOLLAR 1 CAD	74.3416	74.3811
DANISH KRONE 100 DKK	1.411.1668	1.411.8913
SWEDISH KRONA 100 SEK	1.139.2768	1.139.7418
NORWEGIAN KRONE 100 NOK	1.238.2074	1.239.3391
ARAB EMIRAT DIRHAM 1 AED	22.9273	22.9320
SAUDI RIYAL 1 SAR	22.4446	22.4515
KUWAIT DINAR 1 KWD	289.0978	289.5469
TUNISIAN DINAR 1 TND	45.8729	46.3339
MOROCCAN DIRHAM 1 MAD	9.4654	9.5240

Séance de cotation des valeurs mobilières du 12 Novembre 2014

Séance de cotation des valeurs du Trésor
Rendement maximum 4,79
Rendement minimum 0,00

Alliance Assurance	666,88	Capitalisation boursière
EGH El Aurassi	391,25	
Saïdal	456,25	13 819 991 460.00
SPA Dahli	95,00	Indice boursier théorique
Sonelgaz	100,00	1 297.68
NCA-Rouiba	405,00	

ADRAR

Des cycles de formation en aquaculture programmés pour des agriculteurs

Des cycles de formation en aquaculture seront programmés au profit d'agriculteurs développant des activités aquacoles intégrées dans l'agriculture, au niveau de la wilaya d'Adrar, à appris dimanche l'APS auprès du directeur régional Sud-ouest de la pêche et des ressources halieutiques.

L'opération s'inscrit au titre de la stratégie du ministère de tutelle visant la promotion de cette filière aquacole, à travers notamment l'ensemencement d'alevins de différentes espèces de poissons d'eau douce dans les bassins d'irrigation agricole, a précisé Ahmed Tadbiret, lors d'une visite de terrain à Adrar. Selon M. Tadbiret, les agriculteurs concernés par l'opération vont bénéficier de cycles de formation de court terme en aquaculture, à compter de la

prochaine rentrée de la formation et de l'enseignement professionnels. La wilaya d'Adrar, à l'instar d'autres wilayas du Sud-ouest du pays, dispose d'un milieu naturel favorable au développement de diverses filières de l'aquaculture, a-t-il ajouté. A l'occasion de sa visite de terrain de trois jours à Adrar, le même responsable régional s'est enquis de la situation de certaines exploitations agricoles ou ont été introduites des activités aquacoles, ainsi que d'une étude technique concernant un projet de ferme aquacole, privée, à Zaouiet Kounta, dans les deux prochaines années. Dans le cadre du développement de cette activité, le secteur de la pêche et des ressources halieutiques de la wilaya d'Adrar s'engage à recenser les bassins d'irrigation agricole pouvant accueillir des projets aquacoles, en vue de renforcer régulièrement par des dotations d'alevins de poissons, a-t-il fait savoir. Adrar est la troisième wilaya du Sud-ouest du pays visitée par cette délégation de cadres du secteur de la pêche et des ressources halieutiques, dans le cadre de la mise en œuvre du plan



"Aquapêche 2020", adopté par le ministère de tutelle, pour le développement durable de la pêche et de l'aquaculture à l'échelle nationale, a indiqué M. Tadbiret. Une rencontre régionale réunissant les différents acteurs et professionnels exerçant dans le domaine de l'aquaculture à travers les wilayas du Sud-ouest du pays, sera organisée prochainement à Bechar en vue d'arrêter une feuille de route sectorielle pour les cinq prochaines années. La

wilaya d'Adrar connaîtra en décembre prochain, l'organisation d'une grande rencontre de sensibilisation destinée aux différents acteurs, pour les sensibiliser sur les avantages divers préconisés par l'Etat dans le domaine et sur les perspectives d'investissement dans la filière au Sud du pays, a annoncé Toufik Boutouchent, sous directeur au ministère de la pêche et des ressources halieutiques.

Ahmed B.

SKIKDA

Forte affluence au 3^{ème} Salon national du miel

Le 3^{ème} salon national du miel et de l'apiculture qui bat son plein depuis samedi au centre culturel Aïssat-Idir de Skikda attire un public très nombreux, a-t-on constaté. Le salon qui réunit des apiculteurs venus de 13 wilayas du pays comprend de nombreux stands dont celui de M. Oukil Hamblil, de Lakhdaria (Bouira), qui expose une large gamme de plantes et de fleurs, telles que l'eucalyptus, le jujubier sauvage et autres variétés qui permettent aux abeilles butineuses de donner un miel d'excellente qualité. Selon ce producteur, le prix du miel (entre 3.000 et 4.000 le kg) est ainsi élevé "en raison des charges de transport pour la transhumance qui le conduit régulièrement jusqu'à Biskra et El Oued. Pour M. Hamblil, le produit le plus demandé est le miel du jujubier sauvage, compte tenu, selon lui, de ses vertus thérapeutiques avérées, notamment pour renforcer l'immunité et traiter des infections de l'appareil urinaire et des intestins. Pour sa part, M. Lazhar

Ayoun, apiculteur à Constantine, propose une variété de miel d'eucalyptus et autres miels de diverses fleurs, recommandés en raison de leur richesse en sels minéraux, et qui permettent de combattre de manière "bio" l'anorexie des enfants. Selon M. Amar Boudji, cadre à la direction des services agricoles, la tenue de ce salon qui regroupe 35 exposants et qui se poursuivra jusqu'au 12 du mois en cours, "vise à offrir aux apiculteurs un espace de rencontres et d'échanges d'expériences", tout en "permettant aux visiteurs de découvrir certains miels qu'ils ne connaissent pas forcément". Les visiteurs se sont montrés, en effet, extrêmement intéressés par les applications médicales du miel "bio" et les vertus thérapeutiques de différentes variétés produites par les exposants. La wilaya de Skikda a produit, cette année, 6.000 quintaux de miel provenant de l'exploitation de quelque 115.000 ruches.

Halima T.

COMMERCIALISATION DE POISSONS D'EAU DOUCE
À CONSTANTINE

"Nouvelle tendance" des jeunes porteurs de projets

La commercialisation de poissons d'eau douce, élevés dans des bassins aquacoles, s'impose comme une "nouvelle tendance" chez les jeunes porteurs de projets à Constantine, a affirmé le directeur local de l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM), Choukri Benhadid. Une trentaine de jeunes ont déposé des dossiers pour bénéficier de microcrédits leur permettant de se doter de véhicules frigorifiques et autres équipements

pour la commercialisation des produits halieutiques, a ajouté ce responsable. Il a également précisé à l'APS que l'ANGEM "reste disposée à encourager et à financer tout jeune investisseur intéressé par le créneau de l'élevage de poissons d'eau douce", qui peut bénéficier, "en un temps relativement court", d'un financement triangulaire plafonné à 1 million de dinars. Toutes les facilitations en matière de financement et d'accompagnement par l'agence seront accordées

aux jeunes investisseurs intéressés par l'aquaculture, encore "à l'état embryonnaire" à Constantine, une wilaya qui aspire, selon lui, à développer cette activité génératrice d'emplois et de richesses.

Sur un autre plan, M. Benhadid a rappelé que plus de 1.900 jeunes porteurs de projets ont pu, cette année, bénéficier d'un financement dans le cadre de ce dispositif de soutien à l'emploi.

Racha R.

PÉRIMÈTRE IRRIGUÉ DE MAGHNIA La gestion transférée à l'Office

national d'irrigation et de drainage

La gestion du périmètre irrigué de Maghnia (Tlemcen) a été transférée à l'Office national d'irrigation et de drainage (ONID) après approbation de cette décision par les membres de l'assemblée populaire de wilaya (APW), lors de sa troisième session ordinaire tenue le week-end. Ce transfert, proposé par le wali de Tlemcen, vise à améliorer le rendement du périmètre et à exploiter ses moyens à bon escient, a indiqué à l'APS le président de la commission de l'APW chargée de ce dossier, Mohamed Zegai. Le périmètre irrigué de Maghnia occupe une superficie globale de 11.100 hectares dont 5.138 ha dotés de canalisations d'irrigation et 4.250 ha irrigués par 570 agriculteurs, a-t-il indiqué. Équipé d'une conduite principale de 27 km et autres canalisations secondaires de distribution sur 186 km, ce périmètre est alimenté en eau à partir du barrage de Hammam Boughrara et des nappes phréatiques de la région de Maghnia. Ces dernières années, il a connu un grand déficit ne pouvant plus satisfaire la demande croissante des fellahs et n'irriguant que 2.000 ha, a ajouté la même source. Après avoir rappelé des mesures et dispositions prises par les autorités locales en faveur de ce périmètre agricole entré en service en 1974, M. Zegai a relevé la détérioration des canalisations d'irrigation, l'augmentation des charges d'entretien et de maintenance des machines et des pompes, la mauvaise gestion et la réduction de la superficie irriguée, d'où la nécessité de dégager des solutions urgentes et efficaces pour remédier à cette situation en le transférant à l'Office national d'irrigation et de drainage. L'ONID, a souligné le wali, oeuvrera à l'extension des superficies irriguées et à l'amélioration de son rendement en supportant toutes les charges et les droits des travailleurs selon les mesures en vigueur.

Yanis Y.

AIN TEMOUCHENT

Vers la production de 120.000 quintaux d'olives

Un objectif de production de 120.000 quintaux d'olives est prévu en 2014 contre 100.000 quintaux en 2013, dans la wilaya d'Ain Temouchent qui recense une superficie oléicole de 8.706 ha dont 6.834 ha productive, a-t-on appris auprès de la direction des services agricoles (DSA). La campagne de cueillette, qui est toujours en cours, a enregistré un taux d'avancement de 63 pour cent, soit une superficie récoltée de l'ordre de 4.298 ha, a-t-on indiqué au service de production agricole de la DSA. Ainsi, les oléiculteurs de la wilaya ont enregistré, à ce jour, une production de 73.252 quintaux dont 50.426 quintaux d'olives de table et 22.826 quintaux d'olives destinée à la transformation en huile. Le rendement moyen est estimé à 17 quintaux par hectare, a-t-on ajouté. La wilaya d'Ain Temouchent a produit, dans ce cadre, 3.196 hectolitres d'huile d'olive, soit un rendement de 14 litres par quintal. La DSA recense, par ailleurs, un nombre total d'oliviers de l'ordre de 913.780, dont 450.422 en masse et 463.358 en isolé. Cinq espèces d'olives sont répertoriées, à savoir la sigoise qui, avec 55 pour cent, domine la filière puisqu'elle donne aussi bien l'olive de table que celle destinée à la transformation en huile. Elle est suivie par le chemlal (huile) 25 pc, l'azeradj (20,5 pc) et la manzoline (0,5 pc) qui est importée d'Italie. La wilaya compte, par ailleurs, cinq huileries modernes implantées respectivement à Ain Temouchent, Hammam Bouhadjar (2), Ain Larbâa et Oued Sebbah. Elle compte, également, deux unités pour l'olive de table (confiseries) à Hammam Bouhadjar et Ain Larbâa. Pour mener à bien la campagne en cours qui prendra fin le 31 décembre prochain, la DSA a lancé des actions de sensibilisation concernant la cueillette des olives, indique-t-on. Cet accompagnement, a-t-on insisté, doit réglementer et la procédure de cueillette et la cueillette à maturité de ce produit noble. La désignation d'une période saisonnière fixe de cueillette doit, également, prévaloir. La cueillette "hâtive" et le "gaulage" de l'olive engendrent une profonde détérioration de l'olivier, surtout quand les brindilles sont touchées, ce qui remet en cause la production de l'année suivante, a-t-on souligné. A rappeler que la DSA a engagé, ces deux dernières campagnes, des actions d'extension de la superficie oléicole portant sur 340 ha, soit 65 ha en 2013 et 275 ha en 2014.

Hedjari S.

ÉGYPTE

Cinq ans de prison pour des Allemands ayant volé des fragments de pyramide

Un tribunal égyptien a condamné avant-hier trois Allemands et six Égyptiens à cinq ans de prison pour avoir volé des échantillons de pierre et des fragments d'un cartouche provenant de la pyramide de Khéops, selon un responsable judiciaire.

Haute de 146 mètres, la pyramide du roi Khéops se dresse à Guizeh, à l'ouest du Caire. Elle est considérée comme l'une des sept merveilles du monde de l'antiquité, construite il y a plus de 4 500 ans.

Un tribunal de la province de Guizeh a condamné par contumace les trois Allemands, présentés comme des chercheurs, pour avoir volé dans la pyramide des échantillons de pierre ainsi que des fragments d'un cartouche qui porte le nom du pharaon Khéops, selon un responsable du tribunal.

Ce cartouche, le seul de la pyramide à révéler le nom du pharaon, avait permis aux archéologues d'identifier le propriétaire du célèbre monument.

Six Égyptiens actuellement détenus, trois employés du ministère des Antiquités, deux gardiens de la pyramide et le directeur d'une



agence de voyages, ont été condamnés à cinq ans de prison pour avoir aidé les Allemands dans leur projet, selon le responsable. Le vol avait été annoncé fin 2013 par les autorités, qui ont indiqué en août dernier avoir récupéré les échantillons subtilisés. Selon l'acte d'accusation, les chercheurs auraient pris ces échantillons pour les analyser et conforter une thèse selon laquelle la pyramide aurait été construite bien avant 2 500 av. J.C. Selon le responsable judiciaire, le tribunal a en outre

ordonné l'ouverture d'une enquête pour déterminer le rôle dans cette affaire de Zahi Hawass, patron des Antiquités jusqu'en 2011.

Les avocats de la défense ont en effet affirmé, vidéos à l'appui, que l'incident avait eu lieu alors que M. Hawass était encore en poste, et non en 2013 comme l'indiquent les autorités.

Ces propos sont dénués de tout fondement, a indiqué à l'AFP M. Hawass, insistant sur le fait que cette affaire avait bien eu lieu en 2013.

AFRIQUE DU SUD

Rapatriement des corps de ressortissants tués à Lagos...



Le gouvernement sud-africain est prêt à rapatrier dès samedi les corps de ses 81 ressortissants tués dans l'effondrement le 12 septembre d'un immeuble où ils logeaient, dans la capitale économique du Nigeria Lagos, a-t-il

annoncé mardi. Au total, 116 personnes avaient alors péri dans l'effondrement de l'auberge accueillant les fidèles étrangers du célèbre télévangéliste nigérian TB Joshua. Si nous obtenons le feu vert, nous sommes prêts à envoyer deux avions charters à Lagos afin de pouvoir rapatrier samedi soir les dépouilles mortelles en Afrique du sud, a déclaré à la presse Jeff Radebe, ministre à la Présidence.

M. Radebe est à la tête d'une délégation sud-africaine venue au Nigeria pour organiser le retour des corps des victimes. Il a annoncé avoir rencontré le président Goodluck Jonathan lundi à Abuja pour discuter de la question. Selon des experts en construction, l'accident serait dû à l'ajout d'étages supplémentaires sans renforcement préalable des fondations de l'immeuble. Cet accident est la plus grave catastrophe civile impliquant des Sud-Africains depuis 1987.

... Déchirements syndicaux sur fond de rupture avec l'ANC

Sept syndicats sud-africains ont suspendu leur participation aux instances dirigeantes de la puissante confédération du Cosatu pour protester contre l'exclusion du syndicat des métallos Numsa, chassé pour avoir rompu l'alliance historique avec l'ANC. Avec effet immédiat, nous suspendons notre participation au conseil et à la politique de palais du Cosatu, ont déclaré dans un communiqué commun les sept syndicats de l'alimentaire (Saccawu et Fawu), de la communication (CWU), des infirmières (Denosa), des joueurs de football (Sapfu) et des fonctionnaires (Sasawu et Pawusa). Il est clair que le

Numsa a été exclu injustement, ont-ils souligné, appelant à la tenue d'un congrès extraordinaire du Congrès des syndicats sud-africains (Cosatu).

Au lieu de répondre à la crise dans notre société, où des millions de personnes vont se coucher le ventre vide tous les soirs, et où des centaines de milliers de jeunes n'ont aucune chance de trouver du travail, nous avons maintenant une direction de la Fédération (le Cosatu) qui voit l'ennemi dans ses propres rangs, ont-ils déploré. Au lieu de mener campagne là où résident vraiment la puissance et la richesse, là où les travailleurs continuent à être surexploités, les dirigeants

actuels ont choisi de diviser la Fédération. En délicatesse avec la direction du Cosatu, le syndicat de la métallurgie Numsa - numériquement le plus important du pays, avec plus de 340 000 adhérents - en avait été exclu samedi matin. L'exclusion (du Numsa) est une mauvaise chose à la fois pour le Cosatu et pour l'ANC. Un Cosatu divisé, c'est le début de la faiblesse, et nous ne savons pas si la raison pourra jamais prévaloir à nouveau, avait déjà jugé Gwede Mantashe dimanche. Mantashe peut aller sauter de la prochaine falaise, lui avait sèchement répondu le secrétaire général du Numsa Irvin Jim, le traitant de crétin.

BURKINA FASO

Les présidents du Sénégal et du Togo arrivés à Ouagadougou



LE PRÉSIDENT du Sénégal et du Togolais, Macky Sall et Faure Gnassingbé, ont atterri avant-hier à Ouagadougou, où ils viennent pour faciliter la transmission du pouvoir de l'armée vers les civils après 10 jours de crise au Burkina Faso.

M. Gnassingbé, arrivé peu après 12H00 (locales et GMT) à bord d'un jet privé, a été accueilli au pied de son avion par le lieutenant-colonel Isaac Zida, actuel homme fort du pays. Les deux hommes, qui se sont donné l'accolade, sont partis dans un salon de l'aéroport après les hymnes burkinabè et togolais.

Macky Sall a atterri environ 45 minutes plus tard, lui aussi dans un jet privé, et a eu droit à un accueil officiel. Après avoir fait la bise à M. Zida, les deux hommes ont passé en revue les troupes présentes, alors que l'hymne sénégalais était joué.

La visite de MM. Sall et Gnassingbé, qui n'était pas annoncée lundi soir, se fait au nom de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao).

L'organisation a nommé vendredi Macky Sall président d'un groupe de contact pour faciliter le processus de transition au Burkina après la chute du président Blaise Compaoré, chassé après 27 ans au pouvoir par une insurrection populaire déclenchée par sa volonté de modifier la constitution pour pouvoir se représenter à la prochaine présidentielle.

Porté au pouvoir par l'armée à la mort de son père, le général Gnassingbé Eyadéma, qui avait gouverné le pays d'une main de fer pendant 38 ans, Faure Gnassingbé a remporté en 2005 et 2010 des scrutins présidentiels dont les résultats ont été contestés par l'opposition.

A l'approche de la présidentielle de 2015, l'opposition veut l'empêcher de brigrer un troisième quinquennat mais dispose de peu de moyens de pression et peine à s'exprimer d'une seule voix.

Ces visites officielles interviennent au lendemain de la venue à Ouagadougou du président en exercice de l'Union africaine (UA), le chef de l'Etat mauritanien Mohamed Ould Abdel Aziz, dont l'organisation avait fixé le 3 novembre un ultimatum à l'armée burkinabè pour qu'elle cède sous quinzaine le pouvoir aux civils.

L'UA n'est pas venue pour vous imposer quoi que ce soit, pour vous menacer de quoi que ce soit, a déclaré M. Aziz lundi, qui a multiplié les messages rassurants à l'encontre des protagonistes burkinabè.

La Cédéao s'était opposée aux sanctions évoquées par l'UA, appelant la communauté internationale à la compréhension, compte tenu des efforts en cours au Burkina. L'armée a assuré à plusieurs reprises vouloir céder rapidement le pouvoir.

TCHAD

Manifestations contre la cherté de la vie

DES HABITANTS de la ville de Sarh (sud) et des lycéens de N'Djamena ont manifesté mardi pour dénoncer la cherté de la vie au Tchad et soutenir des enseignants grévistes qui réclament le paiement de primes, a-t-on appris de sources concordantes.

A Sarh (500 km au sud-est de N'Djamena), tôt mardi matin des habitants ont frappé sur des casseroles pour dénoncer à grand bruit le coût de la vie, selon des habitants joints par téléphone. Des groupes de manifestants ont également lancé des pierres sur la mairie et brûlé des pneus dans des rues, entraînant l'intervention de la police, selon les mêmes sources. La hausse du prix des carburants et le non-paiement des primes des enseignants des enseignants sont à l'origine du mécontentement, a expliqué l'un d'eux sous couvert d'anonymat. A l'appel de syndicats d'enseignants qui ne supportent pas la cherté de prix de carburant aux environs de quatre heures du matin (03H00 GMT), la ville s'est réveillée par un concert de casseroles, a ajouté cet habitant: toute la circulation est bloquée, aucun engin ne circule. Toutes les boutiques sont fermées ainsi que le marché de la ville. Le Tchad a commencé à produire du pétrole en 2003. La production était de l'ordre de 100 000 barils par jour en 2013, selon le département américain de l'Energie. Les revenus pétroliers lui ont permis de moderniser son armée, de se doter d'un meilleur réseau routier et de construire de nombreux bâtiments publics. Mais les membres de la société civile et de l'opposition demandent au président Idriss Déby Itno d'employer davantage cette manne pour améliorer les conditions de vie de la population aux revenus très bas. Le Tchad figure parmi les dix derniers pays au monde, classés selon l'Indice de développement humain (IDH) des Nations unies.

TUNISIE

Jalloul Ayed à la présidence de la BAD ...

Le Chef du gouvernement Mehdi Jomaa a rencontré, mardi, à Tunis, Jalloul Ayed, candidat de la Tunisie pour la présidence de la Banque Africaine de Développement (BAD).

La rencontre a été une occasion pour examiner les grands axes de la campagne qui sera menée auprès des pays africains pour soutenir la candidature de Jalloul Ayed.

"M. Ayed est une personnalité connue dans le domaine des finances en Tunisie et notamment dans le monde arabe", a déclaré le porte-parole du gouvernement, Nidhal Ouerfelli à l'issue de la rencontre.

Il a réitéré, à cet effet, le soutien du gouvernement à sa candidature. Jalloul Ayed a de son côté formulé le souhait d'être élu à la

tête de l'institution africaine, "ce qui garantira le rayonnement de la Tunisie dans le continent africain", a-t-il estimé.

S'il sera élu à la tête de la BAD, le candidat prévoit de déployer tous les efforts afin d'améliorer l'infrastructure dans les quatre coins du continent, d'apporter le soutien requis au secteur privé dans les pays africains, de faire face aux problèmes majeurs qui menacent le développement du continent africain, dont le virus de l'Ebola.

Dans une déclaration, M. Ayed a ajouté qu'il "envisage de visiter, dans le cadre de sa campagne de pour sa candidature, des pays africains et de faire connaître sa vision pour l'Afrique sur une large échelle".

"Je serais accompagné, lors de ces visites, par des délégations officielles de haut niveau (ministres, secrétaires d'Etat, ou ambassadeur), a-t-il dit, indiquant que jusque-là, 8 candidats ont annoncé leur intention de se présenter aux élections de la pré-



sidence de la BAD.

Il s'est montré confiant quant à ses chances d'être élu, d'autant plus qu'il représente la Tunisie,

"pays qui a suscité respect et émerveillement de la part de tous les pays du continent, voire du monde entier".

MAURITANIE

La police disperse une manifestation de sympathisants d'un leader antiesclavagiste arrêté

Les services de l'ordre ont dispersé, mardi soir à Nouakchott, une manifestation de soutien au leader antiesclavagiste Biram Ould Dah Ould Abeid arrêté mardi matin à Rosso (204 km au sud-ouest de Nouakchott). En même temps, la police a arrêté le professeur d'université Dr Saad Ould Louleïd, membre actif du directoire de l'Initiative de résurgence abolitionniste (IRA) que préside Biram Ould Abeid, à qui elle reproche de "tenir des propos incitant à la violence et à la haine intercommunautaires". Des mouvements d'anciens esclaves et descendants d'esclaves entendent mener des activités de protestation à travers le pays "pour obtenir la libération de tous les militants d'IRA arrêtés", indique-t-on de sources informées. La gendarmerie mauritanienne a arrêté mardi matin, à Rosso, Biram Ould Dah Ould Abeid, leader de l'IRA-Mauritanie et ancien candidat à la présidentielle, et trois autres membres de l'IRA qui s'approprièrent à lancer "une caravane de sensibilisation contre l'esclavage". La question de l'esclavage en Mauritanie reste un problème social réel. Mais, selon la thèse officielle, le phénomène n'existe que sous forme de séquelles qu'il "convient d'éradiquer à travers des programmes de développement spécifiques mis en place dans les zones les plus pauvres du pays". En 2013, le gouvernement mauritanien a créé une agence dite "Tadamoune" (solidarité) pour éradiquer les séquelles de l'esclavage. La législation mauritanienne incrimine toute pratique esclavagiste et en punit l'apologie.

LIBYE

L'émissaire onusien condamne les explosions de voitures piégées dans la ville de Chahat

Le chef de la Mission d'appui des Nations unies en Libye (MANUL), Bernardino Leon, a fermement condamné les attentats perpétrés dimanche dans la ville de Chahat (est), non loin du lieu où le Premier ministre libyen, Abdallah al-Theni, avait convoqué une réunion. Dans un communiqué publié lundi soir par la MANUL, M. Leon annonce qu'il a entamé lundi une autre mission en Libye en poursuivant les consultations avec les parties concernées sur les moyens de progresser et de reprendre le processus de transition politique sur la bonne voie. Il signale une réunion qu'il a eue à Beidha avec le président de l'Autorité constituante, Ali Tarhouni, au cours de laquelle, il s'est informé des derniers développements concernant le travail de la Constituante, ainsi qu'une autre réunion à Chahat avec le Premier ministre, Abdallah al-Theni, "pour écouter son point de vue sur les récents développements dans le pays, y compris les efforts pour parvenir à un cessez-le-feu afin de soulager les souffrances du peuple libyen". Le responsable onusien précise que cette réunion a été interrompue "en raison de deux explosions à proximité de l'endroit de la rencontre mais personne n'a été blessé". Il souligne l'engagement de l'ONU à "poursuivre les efforts pour parvenir à un règlement pacifique de la crise actuelle. Selon lui, cette attaque n'aura aucun effet sur les travaux de la Mission des Nations Unies et ne l'empêchera pas de mener à bien les tâches qui lui sont confiées par le Conseil de sécurité. "Au contraire, il nous rendra plus déterminé à obtenir des solutions à la crise en Libye, bénéficiant de l'unité des protagonistes et ouvrant la voie à un retour au processus politique globale", a-t-il ajouté. Selon lui, les Nations unies "sont engagées à la neutralité dans leur travail et veulent trouver les meilleures solutions pour les Libyens (...) et leur action sera toujours fondée sur le plein respect de la souveraineté de la Libye, l'unité nationale et l'intégrité territoriale." Deux voitures piégées ont explosé dimanche devant le siège de la direction de la sûreté de la ville de Chahat, près de l'endroit où le Premier ministre libyen, Abdallah al-Theni, rencontrait le chef de la MANUL, Bernardino Leon, faisant 13 blessés légers et causant d'importants dégâts matériels.

Le ministre libyen de l'Intérieur a annoncé lundi avoir arrêté les personnes impliquées dans ce double attentat, précisant qu'elles sont liées aux terroristes de Derna (est).

... Création d'un corps de police fiscale à l'horizon de 2018

Une police fiscale chargée de lutter contre l'évasion fiscale devrait être créée à la faveur du projet de réforme de la fiscalité, a-t-on appris, mardi, auprès du ministère de l'économie et des finances. Ce corps est appelé à élucider les crimes fiscaux, à en identifier les responsables et à les présenter à la justice.

Le directeur général de la fiscalité au ministère de l'économie et des finances Riadh Karoui a affirmé, dans une déclaration, que ce corps sera prêt à l'horizon de 2018 avec le parachèvement du nouveau système fiscal.

Il s'agit d'un corps spécialisé dans la recherche et la collecte des données fiscales à l'instar de ce qui est en vigueur dans les directions fiscales des pays avancés, a-t-il dit.



(OCDE), ajoutant qu'une deuxième équipe sera envoyée cette année.

La police fiscale traitera également avec les organismes internationaux étant donné que l'évasion fiscale comprend des activités à l'échelle interne et à l'extérieur du pays, a-t-il ajouté.

MAROC

Marrakech accueille en décembre le Sommet panafricain du financement des autorités locales

La ville marocaine de Marrakech abritera, les 11 et 12 décembre prochain, le "Sommet panafricain du financement des autorités locales", un rendez-vous incontournable des décideurs politiques locaux et nationaux et des leaders d'opinion du monde économique et financier africain, a-t-on appris mardi de source officielle. La rencontre, qui se déroulera sous le thème "Financer les villes africaines : agendas, alliances et solutions", est organisée à l'initiative de la Commune urbaine de Marrakech en partenariat avec les réseaux d'autorités locales FMDV (Fonds Mondial pour le Développement des Villes) et CGLU-Afrique (Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique).

Appuyée par tous les acteurs

majeurs du développement, la conférence constitue une opportunité remarquable de réunir près de 250 participants, dont des représentants de collectivités locales africaines, des ministres des Finances, des responsables des administrations centrales et locales, des bourses de valeur, des institutions financières régionales et nationales, ainsi que des opérateurs économiques publics, privés et de l'économie sociale et solidaire actifs sur le continent, selon une source provenant de la commune urbaine de Marrakech. "Entre 2010 et 2050, le nombre des citadins africains devrait passer de 400 millions à 1,26 milliard. Le niveau d'urbanisation à l'échelle africaine devrait atteindre 50% en 2035 et près de 58% d'ici à 2050. Les villes

moyennes et intermédiaires devraient absorber 75% de cette croissance urbaine et les métropoles de plus d'un million d'habitants se partager les 25% restants", indique une note de présentation de l'événement. Les plénières et tables rondes, qui rythmeront ces deux journées, seront consacrées à l'ensemble de la chaîne du financement urbain à travers la planification des investissements urbains, la valorisation et la mobilisation des ressources endogènes (fiscalité et foncier), l'accès à l'emprunt à travers les bailleurs internationaux et régionaux, les institutions financières spécialisées et les banques privées présents sur le continent, l'accès au marché des capitaux, les partenariats publics-privés, et les mécanismes de financement innovants.

BANQUES

Les milliards de provisions pour litiges gâchent les résultats

Les résultats des banques se transforment en litanie de provisions enregistrées face à des litiges en cascade.

A propos de manipulations du marché des changes, de ventes forcées de produits financiers ou de soupçons

d'évasion fiscale.

UBS, Credit Suisse, HSBC, Deutsche Bank, JPMorgan, entre autres. Les grands noms de la finance ont publié leurs comptes trimestriels ces derniers jours. Au-delà des couplets divers de leurs affaires commerciales, leurs démêlés avec les autorités de régulation sont revenus comme un refrain lancinant.

On ne parle pas ici de menue monnaie: les banques inscrivent dans leurs comptes des dépenses à venir équivalentes à des centaines de millions d'euros, voire davantage, pour éviter des poursuites judiciaires, régler des amendes, indemniser des clients.

RÈGLES PLUS FERMES

Cette multiplication des litiges est liée "à la volonté des autorités d'être un peu plus fermes après les errements du secteur bancaire. Cela passe par la réglementation Bâle III, mais aussi par une attention particulière à leur manière de fonctionner au quotidien", explique Christopher Dembick, économiste chez Saxo Bank.

Parmi ces procédures, l'affaire des manipulations du marché des changes mobilise des enquêteurs de plusieurs pays. Ils soupçonnent une entente illicite entre des cambistes, qui se seraient concertés afin d'influencer en leur faveur le taux de référence quotidien.

Sur ce marché gigantesque - 5 300 milliards de dollars de transactions par jour -, la moindre entorse aux règles de bonne conduite engendre un effet boule de neige financier.

D'après des sources proches du dossier, six banques - les britanniques Barclays, Royal Bank of Scotland (RBS) et HSBC, les américaines Citigroup et JPMorgan et le numéro un bancaire helvétique UBS - négocieraient le montant de leurs pénalités avec les autorités américaines.

Mais aussi britanniques, en pointe sur ce dossier puisque 40% des échanges de devises transitent par la City de Londres. L'agence Dow Jones Newswires a affirmé vendredi que ces régulateurs pourraient annoncer simultanément le montant des indemnités imposées aux banques d'ici une à deux semaines.

PRÈS DE 2 MILLIARDS EN SUISSE

UBS a annoncé pour sa part



avoir mis de côté 1,8 milliard de francs pour couvrir une série de litiges et questions réglementaires. Son dauphin Credit Suisse a provisionné un montant net de 390 millions dans ses comptes au troisième trimestre au titre d'éventuelles conséquences de litiges judiciaires pouvant entraîner des amendes. Les trois banques britanniques citées plus haut, ainsi que JPMorgan ont aussi précisé le montant des fonds mis de côté dans cette optique - de 378 millions de dollars pour HSBC (364,9 millions de francs) pour HSBC à un milliard de dollars pour JPMorgan, qui est de surcroît menacée de poursuites pénales aux États-Unis.

L'allemand Deutsche Bank a fait de même pour 894 millions d'euros (1,1 milliard de francs). Citigroup a réévalué de son côté à la baisse son bénéfice net du troisième trimestre - un rétropédalage plutôt rare - en intégrant de nouvelles provisions de 600 millions de dollars "au sujet de contentieux déjà connus", sans préciser.

LIBOR ET "SUBPRIME"

Car la liste des problèmes juridiques est loin de se limiter aux irrégularités sur le marché

des changes. Le scandale préalable des manipulations du taux interbancaire Libor n'est d'abord pas clos.

Aux États-Unis, ces disputes en pagaille interviennent alors que les banques tournent à peine la page des contentieux liés aux crédits immobiliers "Subprime", qui ont valu par exemple une amende de 13 milliards de dollars à JPMorgan.

Au Royaume-Uni, les établissements traitent comme un boulet la vente forcée d'assurances crédit dites PPI ("Payment Protection Insurance"). Une affaire qui a conduit la seule Lloyds à provisionner la somme faramineuse de 11,3 milliards de livres.

Le tout au moment où les administrations fiscales européennes élargissent leurs recherches sur d'éventuels soutiens apportés par de grandes banques internationales à l'optimisation fiscale de clients, via des produits boursiers complexes.

Avec une régulation désormais plus stricte, ces affaires devraient être terminées dans un ou deux ans, prévient Christopher Dembick.

Mustapha S.

CHINE

L'Apec soutient le projet de libre-échange

Les 21 États membres du Forum de coopération Asie-Pacifique (Apec) réunis à Pékin ont réaffirmé mardi leur engagement en faveur du projet de libéralisation de leurs échanges commerciaux promu par la Chine. Dans un communiqué commun diffusé au terme d'un sommet de deux jours, ils se disent décidés à avancer pas à pas vers la conclusion de cet accord de libre-échange en Asie-Pacifique (FTAAP). Certains y voient une réponse au projet de Partenariat transpacifique (TPP) poursuivi notamment par les États-Unis et auquel la Chine n'est pas associée. "Nous convenons que l'Apec doit faire davantage en tant qu'instigateur pour faire passer le FTAAP de l'état de projet à la réalité", disent les dirigeants des États membres dans leur communiqué. Pour le président chinois Xi Jinping, l'Apec "doit jouer un rôle moteur et de coordination dans la promotion de ce processus". "La reprise économique mondiale est encore menacée par de nombreux facteurs d'instabilité et d'incertitude. Face à une situation nouvelle, nous devons redoubler d'efforts pour promouvoir l'intégration économique régionale et créer un réflexe d'ouverture nécessaire au développement à long terme", a-t-il déclaré. "Nous devons promouvoir vigoureusement la zone de libre-échange Asie Pacifique, en faire un objectif, définir la marche à suivre et transformer le projet en réalité."

K.A.

ZONE EURO

Le moral des investisseurs remonte

Le moral des investisseurs dans la zone euro a légèrement progressé en novembre en raison de nouvelles rassurantes sur la solidité de la reprise aux États-Unis et de messages bien accueillis provenant de la Banque centrale européenne et de la Banque du Japon. L'indice du sentiment des investisseurs calculé par le cabinet d'études Sentix a rebondi après trois mois de baisse consécutifs. Il est ressorti à -11,9 après -13,7 en octobre. Le chiffre de novembre est meilleur que le consensus de -13,5 établi par une enquête Reuters.

"Le déclin des attentes en matière de croissance depuis le mois d'août s'est interrompu en novembre", écrit Sentix dans un communiqué. "Les déclarations de la Banque du Japon et de la Banque centrale européenne ont aidé à éclaircir l'horizon des investisseurs pour les six prochains mois". Le président de la BCE, Mario Draghi, a déclaré la semaine dernière que l'institut d'émission se tenait prêt à mettre en œuvre de nouvelles mesures de stimulation si nécessaire. La Banque du Japon a annoncé pour sa part le prolongement de sa politique d'assouplissement monétaire.

M.S.

GRÈCE

La baisse des prix s'est accélérée en octobre

La baisse des prix à la consommation en Grèce s'est accélérée en octobre, 20ème mois consécutif de déflation, avec un recul de l'index de 1,7%, a annoncé l'Autorité grecque des Statistiques (Elstat). Sur un mois, les prix baissent également de 0,9%. Depuis juillet, le recul des prix avait ralenti en Grèce, restant contenu sous le seuil des 1%. La plus forte baisse sur un an en octobre concerne le marché immobilier (-5,4%), un secteur emblématique du marasme économique traversé par la Grèce où les baisses de prix cumulées ont atteint près de 40% depuis le début de la crise. La déflation est également notable dans le secteur de l'éducation (-3,1%) en raison de la baisse du prix des écoles privées. Le seul secteur où les prix progressent en octobre (2%) est celui de l'alcool et du tabac. Soumise à une politique d'austérité drastique en raison de la crise de la dette, la Grèce a traversé une profonde récession depuis 2008, ce qui a entraîné une chute du pouvoir d'achat et une baisse des prix à la consommation apparue en mars 2013, une première depuis 45 ans. En 2013, les prix ont diminué de 1,7% mais les prévisions budgétaires pour 2014 tablent sur un recul plus limité, à 0,5% à la faveur d'une stabilisation de l'économie du pays qui mise sur une croissance positive cette année. L'inflation a légèrement progressé en octobre dans la zone euro, à 0,4%, mais sans éloigner les risques de déflation qui pèse sur la région depuis près d'un an.

M.S.

SELON MOODY'S

Pas de rebond de la croissance mondiale en 2015

La croissance mondiale ne devrait pas rebondir de manière significative d'ici à 2016, plombée par le ralentissement de l'économie chinoise et par des obstacles structurels dans la zone euro, au Brésil et en Afrique du Sud, observe l'agence Moody's.

Dans son rapport trimestriel sur les perspectives macroéconomiques mondiales pour 2014-2016, l'agence Moody's évalue à 3% la croissance du produit intérieur brut des pays du G20 en 2015 et 2016 après 2,8% cette année. Ce pronostic intervient à quelques jours du sommet du G20, les 15 et 16 novembre à Brisbane (Australie).

"La plupart des facteurs qui ont pesé sur la croissance du PIB mondial en 2014 seront toujours en place au cours des deux années à venir, y compris le ralentissement progressif en Chine", constate Marie Diron, vice-présidente de Moody's et auteur du rapport.

"De plus, les déficiences structurelles à l'œuvre dans certaines zones - notamment dans la zone euro, au Brésil et en Afrique du Sud - constituent aussi un obstacle au rebond de la croissance",

poursuit Marie Diron.

Selon Moody's, "ces facteurs internes ont plus de conséquences sur l'activité économique que nous l'avions envisagé et conduisent à revoir à la baisse (nos) prévisions pour 2015 dans de nombreuses régions, dont la zone euro, le Japon et le Brésil".

A contrario, l'agence d'évaluation financière s'attend à une croissance solide aux États-Unis, en Grande-Bretagne et en Inde au cours des deux prochaines années.

Pour les États-Unis, Moody's prévoit une croissance de 3% en 2015 et 2,8% en 2016, tirée par une solide création d'emplois et par des conditions de financement propices à satisfaire des besoins de consommation jusqu'ici non satisfaits.

Au Brésil, la baisse des exportations vers la Chine a accru les faiblesses sous-jacentes de l'économie tandis que le niveau élevé de la dette limite la possibilité de prendre des mesures budgétaires de soutien. Moody's prévoit 1% de croissance dans le pays en 2015.

Kamel A.

NUCLÉAIRE IRANIEN

L'Arabie saoudite prochaine victime des USA

Le chef de la diplomatie iranienne Mohammad Javad Zarif a entamé des discussions avec le secrétaire d'Etat américain John Kerry et l'émissaire de l'Union européenne Catherine Ashton les 9 et 10 novembre à Oman pour tenter d'arracher un accord global pour mettre fin à plus de dix ans de guerre froide entre les deux pays.



L'objectif de ces échanges est de rapprocher les positions, notamment sur la capacité iranienne d'enrichissement de l'uranium, avant la reprise des négociations entre l'Iran et les grandes puissances le 18 novembre en vue de parvenir à un accord définitif d'ici le 24 du mois en cours.

A l'arrivée de John Kerry dans le sultanat d'Oman dimanche matin, un responsable américain a parlé d'une "réunion importante" pendant laquelle les deux camps "voudront faire des progrès dans le but de respecter la date butoir". Ali Akbar Velayati, proche conseiller de l'ayatollah Ali Khamenei, le guide de la Révolution iranienne, a réaffirmé que la République islamique ne renoncerait jamais à son droit à l'énergie nucléaire, rapporte la presse iranienne. Samedi soir, Mohammad Javad Zarif a déclaré à la télévision iranienne qu'il souhaitait parvenir à "une solution fondée sur le respect mutuel et la coopération" et a répété que les sanctions internationales contre Téhéran avaient été "inefficaces".

Les pays occidentaux et Israël soupçonnent les Iraniens de vouloir se doter de l'arme nucléaire sous couvert d'un programme civil, ce que dément Téhéran. Samedi, le vice-ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, a jugé possible un accord avant le 24 novembre. "Il n'y a pas de solution intermédiaire et nous sommes totalement concentrés sur les moyens de parvenir à un accord", a-t-il dit. "Personne ne veut revenir à la

situation d'avant l'accord (intermédiaire) de Genève. Ce serait un scénario trop dangereux", a-t-il poursuivi. "Les deux camps en sont conscients, ce qui me laisse penser qu'un accord est à portée de main. Nous y tenons et je vois la même détermination dans l'autre camp." John Kerry a déclaré mercredi que les négociations deviendraient beaucoup plus compliquées si un accord ne devait pas être conclu avant le 24 novembre, ajoutant que le groupe P5+1 (Etats-Unis, Russie, Chine, France, Grande-Bretagne et Allemagne) ne prévoyait pas - pour le moment - de prolonger les discussions au-delà de cette date. Interrogé dimanche sur CBS, le président américain Barack Obama a déclaré qu'il existait toujours un "profond fossé" entre l'Iran et les Occidentaux sur ce dossier nucléaire.

Pour rappel, des milliers des chiites iraniens ont manifesté auprès de l'ex-ambassade américaine à Téhéran à l'occasion du 35ème anniversaire de sa prise par des étudiants qui coïncide à la plus importante cérémonie religieuse Achoura.

Notons que les manifestants scandaient "mort à l'Amérique" et "mort à Israël", selon les images diffusées par la télévision d'Etat. Des effigies de l'oncle Sam ainsi que des drapeaux américain, israélien et britannique ont été brûlés.

POSITION DES ETATS-UNIS

En dépit de certaines déclarations officielles soutenant une interprétation unilatérale restrictive de l'Accord, il semble que

l'administration d'Obama soit disposée à accepter que l'Iran dispose en définitive d'une capacité d'enrichissement.

Les Etats-Unis rejettent par principe l'existence d'un "droit" à l'enrichissement de l'uranium, mais admettent au cas par cas que des Etats puissent en pratique avoir un programme d'enrichissement d'uranium. John Kerry déclarait ainsi le 24 novembre 2013 que l'Accord préliminaire ne se prononçait pas sur la question de savoir si l'Iran a un droit à l'enrichissement, et que cette question serait l'objet de négociations ultérieures.

Cependant, dans le même temps, la menace d'une action militaire contre l'Iran a été brandie par le secrétaire d'Etat américain John Kerry le 26 janvier 2014 en cas de non-respect par l'Iran de l'Accord préliminaire de Genève, et a été sévèrement condamnée par l'Iran comme contre-productive, de nature à briser la confiance mutuelle, et contraire au droit international.

LES PAYS DU GOLFE ÉVINÇÉS

Il est vrai que les Etats-Unis sont désormais la première puissance mondiale, ils monopolisent tous les domaines ou presque, d'ailleurs le pays de l'oncle Sam veut trouver un accord sur le nucléaire avec l'Iran afin d'évincer les pays de golf et l'Arabie Saoudite en particulier, mais aussi pour gérer avec l'Iran les opérations en Syrie et en Irak, afin d'affaiblir le monde arabe.

M.W.B.

IRAK

Au moins 17 morts dans une série d'attentats

Au moins 17 personnes ont été tuées et une trentaine blessées hier dans une série d'attentats en Irak visant principalement la police et l'armée, selon des sources de sécurité et médicales.

A Bagdad, 11 personnes dont six policiers ont péri dans une attaque à la voiture piégée sur la place al-Noussour (ouest) suivie d'un attentat suicide contre un quartier général de la police situé à proximité, ont précisé des responsables. 23 personnes ont été blessées, selon une source médicale.

L'attaque à la voiture piégée s'est produite près de la place Al-Noussour. Juste au même moment, des policiers ont tiré sur un kamikaze portant une ceinture d'explosifs qui tentait de pénétrer dans le QG de la police, a indiqué un colonel de la police.

La capitale irakienne est quasi-quotidiennement la cible d'attentats meurtriers malgré le déploiement massif de forces de sécurité et la multiplication des barrages routiers.

Mercredi, la violence a frappé également au nord et au sud de Bagdad.

Un kamikaze a visé un barrage routier de l'armée à Baqouba (nord), tuant un colonel et trois soldats, et blessant six personnes, alors qu'une bombe visant un convoi militaire à Youssoufiya a coûté la vie à au moins deux personnes et blessé huit.

Les attaques n'ont pas immédiatement été revendiquées mais les extrémistes sunnites, notamment les jihadistes de l'organisation Etat islamique (EI), prennent fréquemment pour cible les forces de sécurité ou la communauté chiite en Irak.

Elles surviennent au moment où les forces irakiennes aidées de combattants chiites, sunnites et kurdes, tentent de repousser une offensive de l'EI qui s'est emparé de larges pans de territoire en Irak depuis juin.

Les forces irakiennes bénéficient également du soutien aérien de la coalition internationale dirigée par les Etats-Unis.

Ikram A.

YÉMEN

Trois morts dans des affrontements armés à l'aéroport de Sanaa

Deux policiers et un civil ont été tués dans des affrontements entre police et miliciens chiites à l'intérieur de l'aéroport de Sanaa, tandis que des heurts meurtriers ont eu lieu ces deux derniers jours vers Rada (centre du Yémen).

Dans l'enceinte de l'aéroport internationale de la capitale yéménite, des affrontements ont opposé lundi soir les forces de sécurité et les miliciens armés présents sur ce site depuis la prise de Sanaa le 21 septembre par ces combattants du mouvement chiite Ansarullah.

Deux policiers ainsi qu'un civil qui se trouvait sur le parking de l'aéroport ont été tués dans les accrochages qui ont, pendant un moment, paralysé l'activité à l'aéroport, a-t-on appris mardi de sources sécuritaires.

Ce développement est intervenu après une grève observée pendant plusieurs heures par des employés de l'aéroport pour réclamer le retrait des miliciens chiites, sources de tension par leurs provocations et par leurs fouilles des passagers et fonctionnaires, selon des grévistes.

Des sources au ministère des Affaires étrangères ont indiqué que des ambassades occidentales s'étaient récemment plaintes que les miliciens (chiites) houthis fouillaient leurs valises diplomatiques à l'aéroport, en contravention aux conventions internationales.

Plusieurs compagnies étrangères n'ont toujours pas repris leurs vols, interrompus depuis le 19 septembre pour des raisons de sécurité mais aussi en raison de l'insistance des miliciens chiites à monter à bord pour effectuer des contrôles, selon des sources aéroportuaires.

Profitant de l'instabilité politique au Yémen, les miliciens d'Ansarullah, dont le fief se trouve à Saada (nord), ont lancé cet été une offensive fulgurante qui leur a permis d'étendre leur présence à Sanaa, puis dans l'ouest et le centre du pays, sans résistance des forces gouvernementales.

Près de Rada, dans la province de Baïda (centre), qui est le théâtre de combats entre des tribus sunnites et des miliciens chiites, six de ces miliciens ont été tués mardi lorsque leur véhicule a sauté sur un engin explosif, a-t-on appris de source tribale. Cette opération à l'explosif à Khobza intervient au lendemain d'une attaque aux obus contre une mosquée de ce village du nord de Rada, qui a fait deux tués et 14 blessés parmi les fidèles en prière, selon la même source.

D'après d'autres sources tribales, 36 miliciens chiites et 4 membres armés de tribus sunnites ont été tués au cours des deux derniers jours dans des villages de Rada.

Malgré les lourdes pertes dans leurs rangs, les tribus sont déterminées à combattre les houthis jusqu'à leur départ de leurs régions, a déclaré un chef tribal, Saleh Abou Sarima.

La percée de ces miliciens chiites dans des territoires traditionnellement sunnites du Yémen a provoqué ces dernières semaines la colère de tribus, qui ont pris les armes, mais surtout celle d'Al-Qaïda, fortement implanté dans le pays, qui a promis de livrer une guerre sans merci aux insurgés.

I.A.

RECONNAISSANCE DE L'ETAT PALESTINIEN

Les députés français voteront sur un texte le 28 novembre

L'Assemblée nationale française votera le 28 novembre sur une proposition des députés socialistes majoritaires invitant Paris à reconnaître l'Etat palestinien, a-t-on appris mercredi de source parlementaire. Ce vote, non contraignant mais très symbolique après celui du Parlement britannique le mois dernier, interviendra avant un autre vote prévu au Sénat français le 11 décembre, à l'initiative des élus communistes. La proposition de résolution des députés socialistes n'a pas encore été formellement déposée, mais une version provisoire du texte stipule que l'Assemblée invite le gouvernement français à faire de la reconnaissance de l'Etat de Palestine un instrument pour obtenir un règlement définitif du conflit israélo-palestinien. La France est restée jusqu'à présent prudente sur le calendrier d'une telle reconnais-

sance. Il y aura à un moment - c'est une évidence - reconnaissance de l'Etat palestinien par la France, a déclaré samedi le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius. La question, c'est quand et comment? Car il faut que cette reconnaissance soit utile aux efforts pour sortir de l'impasse et contribuer à un règlement définitif du conflit, a-t-il souligné. Alors que le processus de paix, au point mort depuis 2000, semble au plus mal, la nouvelle chef de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, a estimé le même jour qu'il fallait un Etat palestinien. Elle a affirmé qu'elle discuterait avec chacun des pays membres de l'Union européenne d'une possible reconnaissance. Seuls huit pays de l'Union européenne ont reconnu jusqu'à présent la Palestine, dont le dernier en date est la Suède.

Nawal Z.

EQUIPE NATIONALE

Gourcuff : "Même qualifié, je veux gagner contre l'Ethiopie et le Mali"

La sélection algérienne de football jouera pour la gagne ses deux derniers matchs dans les éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations 2015 contre l'Ethiopie à domicile et le Mali en déplacement (15 et 19 novembre), même si elle a déjà validé son billet pour le prochain tournoi continental, a assuré le sélectionneur national, Christian Gourcuff lors d'une conférence de presse tenue à la salle des conférences du complexe Mohamed-Boudiaf (Alger).



"Nous allons aborder les deux matchs restants avec le même état d'esprit. Notre objectif sera de les gagner tous les deux. Il n'y aura guère place à la démobilisation, même si notre but est déjà atteint en assurant précocement notre qualification", a-t-il déclaré. L'Algérie, qui a fait carton plein lors de ses quatre premiers matchs comptant pour les éliminatoires, est solide leader de son groupe B

avec 12 points. Elle devance de six unités le Mali, deuxième, alors que l'Ethiopie et le Malawi ferment la marche avec 3 points pour chacun. "Maintenant que nous avons assuré notre qualification, nous espérons améliorer davantage notre manière de jouer. Déjà, j'ai noté un sensible progrès dans ce registre lors du précédent match contre le Malawi (victoire 3-0). Les deux prochains rendez-vous devraient être ceux de la confirmation", a-t-il ajouté. L'ex-coach du FC Lorient, s'est félicité, en outre, de

la réaction de ses joueurs vis-à-vis du système de jeu qu'il a voulu prôner, en optant pour le 4-4-2, estimant que les coéquipiers de Yacine Brahimi "ont bien assimilé cette stratégie". Evoquant son prochain adversaire, l'Ethiopie, que les Verts ont battu à Addis-Abeba en ouverture des qualifications, Gourcuff ne veut nullement sous estimer cette équipe, qui se déplacera à Blida pour jouer ses dernières chances dans la course à la qualification. "C'est une équipe qui joue très bien les contre-attaques. Nous devons donc faire très attention. Déjà, lors du match aller, elle nous a posé beaucoup de problèmes sur les contres", a encore reconnu le sélectionneur national, qui s'attend à une rencontre plus disputée sur le terrain du Mali, pour le compte de la dernière journée des éliminatoires. "Ce

sera en quelque sorte un test révélateur avant la CAN, car on aura à en découdre avec une bonne équipe malienne, de surcroît très athlétique", a-t-il estimé. Le patron technique des Verts n'a pas caché au passage ses appréhensions à propos d'une éventuelle annulation de la CAN-2015, après que l'organisation du tournoi a été retirée au Maroc qui a demandé le report. "Franchement, c'est une situation inédite devant laquelle nous nous retrouvons. Tous nos plans sont désormais tributaires de la décision de la Confédération africaine de football aujourd'hui", a-t-il regretté.

**PRÉPARATION POUR CE TOURNOI
"ON NE PEUT PAS ENCORE ANTICIPER AVANT DE CONNAÎTRE LE PAYS**

ORGANISATEUR".

Concernant les préparatifs pour la CAN, Christian Gourcuff affirme que rien n'a encore commencé tant que le pays hôte de la compétition n'a pas encore été désigné. Pour Gourcuff, il est important de connaître le pays hôte pour choisir le camp de base et surtout le lieu du stage. Il explique ce problème : "Pour être honnête avec vous, on n'a pas encore entamé les préparatifs pour la CAN. C'est vrai, on est qualifiés pour ce tournoi, mais on n'a encore rien pu faire. La cause est simple, on ne connaît même pas le pays organisateur de cette CAN à la suite du retrait du Maroc. Dès qu'on connaîtra le pays qui abritera ce tournoi, on choisira notre camp de base. On décidera aussi du lieu du stage de préparation qui va durer une quinzaine de jours. Cela va dépendre des conditions climatiques et météorologiques dans cette région".

"IL N'Y AURA PAS PLUS D'UN MATCH AMICAL"

Concernant les matchs amicaux d'avant la CAN, Christian Gourcuff annonce que l'EN ne jouera qu'un seul match amical face à un adversaire qui sera choisi ultérieurement, après le tirage au sort de la phase finale de la CAN. Il déclare : "En principe, il n'y aura pas plus d'un match amical. On aura un stage de quinze jours avec des séances d'entraînement et on devrait disputer un match amical. Tout sera clair après le tirage au sort de la CAN". Autrement dit, ce sera presque le même programme qu'avant la CAN 2013 qui avait eu lieu en Afrique du Sud".

REAL MADRID

Ronaldo dément catégoriquement avoir insulté Messi

La star du Real Madrid a fermement démenti la rumeur indiquant qu'elle aurait insulté Lionel Messi de fils de p***. Guillem Balague, journaliste espagnol, avait en effet lâché que Cristiano Ronaldo surnommerait Lionel Messi "fils de p****" auprès de ses partenaires du Real Madrid. Une information catégoriquement niée par la star portugaise sur son compte Facebook. "Une information qui circule prétend que je ferais des remarques offensantes concernant Lionel Messi. Ceci est absolument faux et j'ai assuré que mon avocat prendrait des mesures pour poursuivre les responsables. Je dois le plus grand respect à tous mes collègues, et Messi n'est évidemment pas une exception."

MANCHESTER UNITED

Van Gaal veut vendre Juan Mata

Selon l'Express, Juan Mata aurait été placé sur la liste des transferts et pourrait quitter Manchester United dès le prochain mercato hivernal. Même s'il a marqué le but victorieux de Manchester United contre Crystal Palace (1-0) le week-end dernier, l'international espagnol ne convainc pas Louis van Gaal, qui serait disposé à le vendre pour 25 millions d'euros. La Juventus Turin et l'Atletico Madrid sont les deux clubs les plus intéressés par l'ancien joueur de Chelsea. Le FC Valence, l'ancien club de Juan Mata, aimerait également le faire revenir.

MANCHESTER CITY

Simeone pour remplacer Pellegrini

Diego Simeone serait la cible prioritaire de Manchester City pour remplacer Manuel Pellegrini sur le banc si ce dernier est limogé. Manuel Pellegrini ne devrait pas faire de vieux os à Manchester City. Le club anglais est relégué à huit points du leader Chelsea et est quasiment éliminé de la phase de groupes de la Ligue des Champions. Autant dire que le début de saison est particulièrement décevant. Les partons du club manucien auraient donc commencé à envisager son remplacement. Si Pep Guardiola a longtemps été annoncé comme le futur manager, selon le Daily Star, il semblerait que Diego Simeone soit finalement la cible prioritaire. Le patron de l'Atletico Madrid a notamment conduit l'équipe espagnole à un superbe titre en Liga la saison dernière et n'est pas passé loin de gagner la Ligue des Champions aussi.

CAN 2015

Toujours pas de domiciliation !

Réunis au Caire depuis ce matin, les membres du Comité Exécutif de la CAF n'ont toujours pas décidé du lieu de la prochaine CAN tout en indiquant que les matchs éliminatoires continuent et que le Maroc ne pourra pas y participer.

Communiqué :

Réuni le 11 novembre 2014 au Caire, le Comité Exécutif de la Confédération Africaine de Football (CAF) a pris connaissance de la réponse apportée le 08 Novembre 2014 par le Ministère de la Jeunesse et des Sports du Royaume du Maroc portant sur la demande de report de la Coupe d'Afrique des Nations Orange 2015. Cette réponse indique clairement que la Fédération Royale Marocaine de Football réitère son refus d'organiser la compétition aux dates indiquées (17 janvier - 8 février 2015).

Par conséquent, ayant notifié le 03 Novembre dernier sa décision ferme et unanime de maintenir la compétition aux dates indiquées, le Comité Exécutif confirme que la Coupe d'Afrique des Nations Orange 2015 n'aura pas lieu au Maroc.

La Commission d'Organisation de la Coupe d'Afrique des Nations Orange appliquera ultérieurement les dispositions réglementaires qui s'imposent, suite au non-respect par la Fédération Royale Marocaine de Football des clauses réglementaires et contractuelles, dont celles stipulées dans l'Accord Cadre signé entre la CAF et la Fédération Royale Marocaine de Football en avril 2014.

Le Comité Exécutif a pris note de la réception, le 10 Novembre 2014, de quelques candidatures d'associations nationales confirmant leur souhait d'organiser la compétition 2015 aux dates arrêtées. Ces candidatures sont actuellement à l'étude, et le

Comité Exécutif finalisera la sélection de l'association nationale retenue sous peu, et confirmera le lieu et la date du tirage au sort de la phase finale par la même occasion.

Le Comité Exécutif confirme donc le maintien des journées éliminatoires 5 et 6 qui auront lieu au courant du mois (14/15 novembre et 19 novembre), permettant la qualification des 15 équipes qui se joindront à la sélection nationale du pays hôte. Aussi et suite au refus de la partie marocaine, le Comité Exécutif décide que l'équipe nationale du Maroc est automatiquement disqualifiée et ne pourra prendre part à la 30ème édition de la Coupe d'Afrique des Nations Orange 2015.

SELON LA RADIO JIL FM LA PROCHAINE CAN SERAIT AU QATAR

Il est à noter que la CAF n'a pour l'instant pas encore annoncé le nom du pays organisateur de la prochaine CAN 2015. Selon la chaîne Radiophonique Jil FM a annoncé, hier, que la prochaine édition de la CAN 2015 aurait lieu au Qatar. Par ailleurs, il est quasiment certain, la CAF avait annoncé que la prochaine Coupe d'Afrique n'aura pas lieu au Maroc tout en disqualifiant ce pays qui a refusé d'organiser ce tournoi continental à cause de l'Ebola. Il est à noter que la CAF n'a pour l'instant pas encore annoncé le nom du pays qui devrait succéder le Maroc pour abriter l'édition 2015. Rappelons que la CAF a indiqué que la CAN 2015 aura lieu les (17 janvier - 8 février 2015) comme prévue.

NB : hier à midi, le président de la CAF, M. Issa Hayatou a indiqué sur son compte twitter (compte officiel) que le pays hôte de la CAN 2015 sera connu dans 2 ou 3 jours.

6 LE TAUX de chômage s'est stabilisé à 6 % au Royaume-Uni lors des trois mois achevés fin septembre, au plus bas depuis fin 2008, a annoncé hier l'Office des statistiques nationales (ONS).

TNT : KIEV VOTE POUR ISRAËL

La sinistre alliance de l'Ukraine avec le sionisme

L'agenda de l'Ukraine caché pour le soutien au sionisme, aussi discret que public n'est plus un secret pour personne à travers la convergence de vues sur les événements régionaux et internationaux sur lesquels les deux pays se concertent et accordent leur violon dans le sens de l'axe du mal. Tel-Aviv et Kiev sont deux alliés inconditionnels qui travaillent ensemble contre la politique de la Russie dans la région, au Moyen-Orient et dans les autres régions du monde.

L'Ukraine secouée par une très grave instabilité et par des manifestations violentes depuis que le président Viktor Yanoukovitch s'est abstenu de signer un accord d'association avec l'Union européenne le 29 novembre 2013, privilégiant des liens plus étroits avec Moscou. Et à juste titre, Tel-Aviv s'est incrusté dans cette crise en s'ingérant dans les affaires intérieures de l'Ukraine et d'alimenter la crise dans le pays. Depuis le début de cette guerre civile au mois de novembre 2013, notamment dans les régions du Sud-Est de l'Ukraine où les tueurs n'ont pas hésité à utiliser plusieurs bataillons contre le peuple ukrainien, notamment les bataillons Azov, Aidar, Donbass, Dniepr-1, Denipr 2, financés par l'oligarque juif ukrainien, Iho Kolomoisky. Des crimes de guerre ont été commis (torture, enlèvements, massacres, bombardements de civils au phosphore blanc...). Nommé gouverneur de la région de Dnepropetrovsk après le coup d'Etat de Maïdane, le mafieux juif ukrainien Ihor Kolomoisky finance le parti néo-nazi "Pravy Sektor". Un autre magnat israélien a fourni un soutien à l'opposi-



tion en Ukraine. Indices, preuves et rapports sont unanimes pour conclure que le Mossad israélien est l'un des instigateurs de cette "révolution" en Ukraine. Il a été prouvé qu'un militaire israélien commandait un groupe de 20 Ukrainiens ultra-violents. Quatre autres israéliens, qui avaient déjà servi dans l'armée sioniste, Tshal, ont aussi pris part à l'instigation et à l'encadrement des rassemblements de l'opposition à Kiev. Il est évident que le Mossad a eu toutes les facilités pour s'infiltrer au sein de la communauté juive vivant en Ukraine pour la mobiliser en faveur de l'opposition. Une communauté qui a été derrière tous les chaos de ce pays. Autre preuve de l'axe Tel-Aviv-Kiev sous le contrôle avéré de Washington pour mettre en accusation Moscou dans cette crise de l'Ukraine, la tragédie du vol MH17, survenue au mois de juillet dernier. Pas besoin de menu cette fois, le but comme rapporté par diverses réponses était "clair et multiforme": diversifier le pivot vers l'Asie, en établissant une tête de pont en Ukraine afin de saboter les échanges commerciaux entre l'Europe et la Russie; étendre l'OTAN; briser le partenariat stratégique entre la Russie et la Chine; empêcher par tous les moyens l'intégration commerciale et économique de l'Eurasie; du partenariat germano-russe aux nouvelles routes de la Soie convergent entre la Chine à la région de l'Ruhr; et maintenir de fait l'Europe sous l'hégémonie des Etats-Unis. Au-delà du fait avéré qu'un chasseur ukrainien SU-25 se trouvait dans le sillage du vol MH17, un tas de questions demeurent sans réponse, certaines liées à des procédures douteuses à l'aéroport d'Amsterdam-Schipol en

matière de sécurité, qui est assurée par ICTS, une société israélienne basée aux Pays-Bas et fondée par d'anciens officiers du Shin Bet", une agence de renseignement d'Israël. A cela s'ajoute la présence inexplicable de conseillers "étrangers" à la tour de contrôle de Kiev. Sur un autre plan régional au Moyen-Orient, Israël maintient l'ambiguïté sur ses armes nucléaires, tout en dénonçant le programme nucléaire iranien. Le 29 septembre dernier, le Premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, s'est rendu à Washington, où il a joué "les Cassandre" s'agissant du programme nucléaire de l'Iran. Heureuse coïncidence, le Shin Beth, le service de renseignements intérieur d'Israël, a annoncé, le même jour, l'arrestation d'un "espion" iranien, Ali Mansouri, qui a été "enrôlé par l'unité opérationnelle spéciale des Gardiens de la révolution, chargée de nombreux attentats terroristes dans le monde". Originaire d'Iran, devenu citoyen belge en 2006, l'intéressé, qui a été arrêté à l'aéroport de Tel-Aviv, voyageait sous une fausse identité. Le décryptage de ce coup de filet est aisé: "le danger iranien n'a pas disparu, l'Etat juif demeure sa principale cible potentielle, et le début de détente auquel on assiste entre Washington et Téhéran, est une dangereuse illusion..." Dans le même cadre, lors de la récente Assemblée générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) à Vienne, une résolution proposée par les pays arabes visant l'arsenal nucléaire d'Israël a été rejetée. Le texte présenté par les 18 pays arabes membres de l'AIEA a été rejeté par 58 votes contre 45 pour et 27 abstentions. La résolution, non contraignante et déjà présentée à plu-

sieurs reprises par le passé, exprimait "des inquiétudes concernant les capacités nucléaires israéliennes et appelle Israël à adhérer au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et à placer toutes ses installations nucléaires "sous le régime de supervision de l'AIEA. Israël, considéré comme la seule puissance nucléaire, est le seul pays au Moyen-Orient à n'être pas signataire du TNP. Les pays arabes, soutenus par l'Iran et les pays non-alignés, déplorent qu'Israël, n'étant pas membre du TNP, ne doit pas rendre de comptes sur ses activités atomiques alors que l'Iran, qui a ratifié le Traité, est visé par une enquête de l'AIEA sur son programme nucléaire. En réalité l'Etat sioniste produit de l'uranium enrichi et possède les capacités nucléaires les plus sophistiquées, mais refuse de signer le TNP. Et si ce nouveau seuil vient d'être franchi, le contrat Tel-Aviv-Kiev sous la dictée de l'Empire du mal, il s'inscrit dans la logique d'une politique tout entière déterminée par la volonté jamais démentie d'assurer la survie de l'Ukraine, bastion des intérêts occidentaux et américains dans cette région, et danger permanent planant au-dessus de Moscou. L'Ukraine plus que jamais dans le giron du sionisme, s'est lancée dans une provocation ouverte envers le Monde arabe. Ce pays se distingue, sans hésitation, pour servir les intérêts impérialistes dans cette région. Un engagement qui prend l'allure d'un défi sans précédent délibérément lancé aux peuples arabes. Et, au-delà à la communauté internationale. Autrement dit, les israéliens ne se font pas faute de proclamer que l'Ukraine s'affirme comme leur soldat le plus sûr.

Ahmad Saber

Post scriptum

Par B. Chellali

Infrastructures de base : un rôle de leadership dans le développement économique

L'infrastructure de base est un élément majeur de la vie économique d'un pays. Elle est même la pièce maîtresse autour de laquelle s'articulent les autres activités. Secteur relativement spécifique, son importance est fonction des objectifs visés. De lui dépend le succès ou l'échec de toute opération de développement. Dans la dialectique officielle de l'exécutif, il est noté que les infrastructures de base ne devraient absolument plus constituer les principales contraintes qui entravent le développement de l'économie nationale. Il importe, donc, de les planifier pour mieux les coordonner avec le développement des secteurs productifs. Le gouvernement, dans son Plan d'action, accorde une priorité particulière à ce secteur sensible dont il devra discerner les conditions dans lesquelles il peut jouer efficacement son rôle de catalyseur et les situations où les investissements consacrés à la mobilisation étaient décevants. Une tâche qui semble à la portée du programme quinquennal 2015-19, car les solutions et les méthodes pour y parvenir sont garanties par une ligne financière consistante. Il suffit de fixer les priorités assurant que les réalisations à entreprendre seraient les plus utiles à l'expansion économique. De ces choix dépendra la réussite du futur programme quinquennal. Pour cela, le gouvernement, considérant le rôle stratégique des infrastructures dans le développement du pays et leur place dans la politique d'aménagement du territoire ainsi que leur contribution à la croissance, est décidé à entreprendre la réalisation d'un vaste programme d'actions visant à renforcer leur contribution à cet objectif. "L'effort de l'Etat sera destiné à la poursuite des actions entamées pour assurer un meilleur maillage du territoire en infrastructures de transport dans un objectif de lutte contre les disparités régionales". A ce titre, le programme de développement continuera de bénéficier d'une attention particulière à tous les niveaux, du fait qu'il est un élément de base de la politique nationale de développement économique visant le renforcement de l'activité productive par l'amélioration de l'accessibilité du territoire et la valorisation des potentialités minières et touristiques, notamment. Pour cela, tous les moyens sont disponibles pour faire preuve de cette puissance infrastructurelle à qui est dévolu, désormais, un rôle de leadership dans le développement économique.

B. C.